

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

DIRECTION DE L'ÉDUCATION SURVEILLÉE

BUREAU DES ÉTUDES ET PROGRAMMES - K 4

BILAN STATISTIQUE DE L'ÉVOLUTION
DE L'ACTIVITÉ DES JURIDICTIONS
DE LA JEUNESSE
1976-1984
ET DE L'INCARCÉRATION DES MINEURS
1976-1985

*FRANCE MÉTROPOLITAINE,
DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER*

31:343
MIN

OBSERVATIONS

Sauf pour les Tutelles aux prestations sociales où l'année de référence est 1970, la première année retenue est 1976.

Cela permet de tenir compte de l'abaissement de l'âge de la majorité civile de 21 à 18 ans en 1974 et de l'application des nouveaux textes consécutifs :

- la loi du 11 juillet 1975 modifiant l'ordonnance du 2 février 1945 (article 16 bis) et le décret n° 76-1073 du 22 novembre 1976.
- le décret du 18 février 1975 concernant la protection judiciaire des jeunes majeurs.

L'activité des tribunaux de NOUMEA et de PAPEETE est incluse à partir de 1984.

°°

SOMMAIRE

- Evolution du nombre de tribunaux pour enfants et de juges des enfants (page 1)
- Evolution du nombre de procédures (page 1 à 3), pages blanches
- Nature et décisions de la Chambre Spéciale des Cours d'Appel (page 4)

Section 1

- Application de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante (page 5 à 22, tableaux 6 à 38 inclus), pages vertes

Section 2

- Application de la loi du 4 juin 1970 relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger (article 375 à 375-8 du code civil) (pages 23 à 30, tableaux 39 à 52 inclus), pages jaunes

Section 3

- Application du décret du 18 février 1975 relatif à la protection des jeunes majeurs (pages 31 à 33, tableaux 53 à 58 inclus), pages bleues

Section 4

- Tutelles aux prestations sociales (France métropolitaine seulement) (pages 35 à 39, tableaux 59 à 65 inclus), pages blanches.

TABLEAU 3 : EVOLUTION DEPUIS 1976 DU NOMBRE DES JUGEMENTS
DANS LE CADRE D'INSTANCES INITIALES

(1) Article 16 bis inclus

Années	Mineurs délinquants :						Mineurs en danger :		Jeunes majeurs :		Ensemble = 100 %	TUTELLES AUX PRESTATIONS SOCIALES	
	ord. du 02.02.45 (1)		Art. 375 et 375-8 du C.C.		Décret du 18.02.75							France métropolitaine seulement	
	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	Tutelles instituées	Mineurs concernés			
1976	58349	47,2	63117	51,0	2240	1,8					123706	8 200	34 754
1977	63292	48,7	64239	49,4	2453	1,9					129984	8 211	33 451
1978	63700	47,3	68488	50,8	2512	1,9					134700	8 356	33 969
1979	65760	48,1	68165	49,8	2814	2,1					136739	8 291	32 060
1980	68109	49,2	67321	48,7	2919	2,1					138349	7 784	28 414
1981	73401	50,8	68146	47,1	3014	2,1					144561	8 182	28 715
1982	69600	49,2	68316	48,3	3434	2,4					141350	8 001	27 624
1983	70300	46,8	75919	50,5	4053	2,7					150272	8 452	27 851
1984	71491	46,3	78708	51,0	4183	2,7					154382	8 836	29 327

TABLEAU 4 : EVOLUTION DEPUIS 1976 DU NOMBRE DES INSTANCES MODIFICATIVES

(1) Article 16 bis inclus ; dans les tableaux 22 et 23, page 9, les instances modificatives des mesures prises en application de l'article 16 bis sont exclues .

Années	Mineurs délinquants :		Mineurs en danger :		Jeunes majeurs :		Ensemble = 100 %
	ord. du 02.02.45 (1)		Art. 375 et 375-8 du C.C.		Décret du 18.02.75		
	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	
1976	1192	5,6	19006	89,6	1026	4,8	21224
1977	1066	4,7	20196	89,4	1331	5,9	22496
1978	1005	4,5	20110	89,2	1429	6,3	22544
1979	998	4,2	21170	89,4	1521	6,4	23689
1980	656	2,8	21256	90,4	1612	6,8	23524
1981	464	1,8	22996	90,9	1845	7,3	25295
1982	260	0,9	25656	91,9	2006	7,2	27922
1983	215	0,7	27863	91,6	2349	7,7	30427
1984	213	0,6	30330	91,1	2768	8,3	33311

OBSERVATIONS

Il convient de remarquer que la répartition par sexe des jugements concernant les mineurs délinquants (cf. tableau 14) et les mineurs en danger (cf. tableau 47) ainsi que les jeunes majeurs (cf. tableau 54) fait apparaître une proportion de garçons beaucoup plus forte pour les premiers. La répartition par âge fait apparaître également une différence très sensible, les mineurs en danger sortent en grande majorité plus jeunes que les mineurs délinquants. (cf. tableaux 15 et 46)

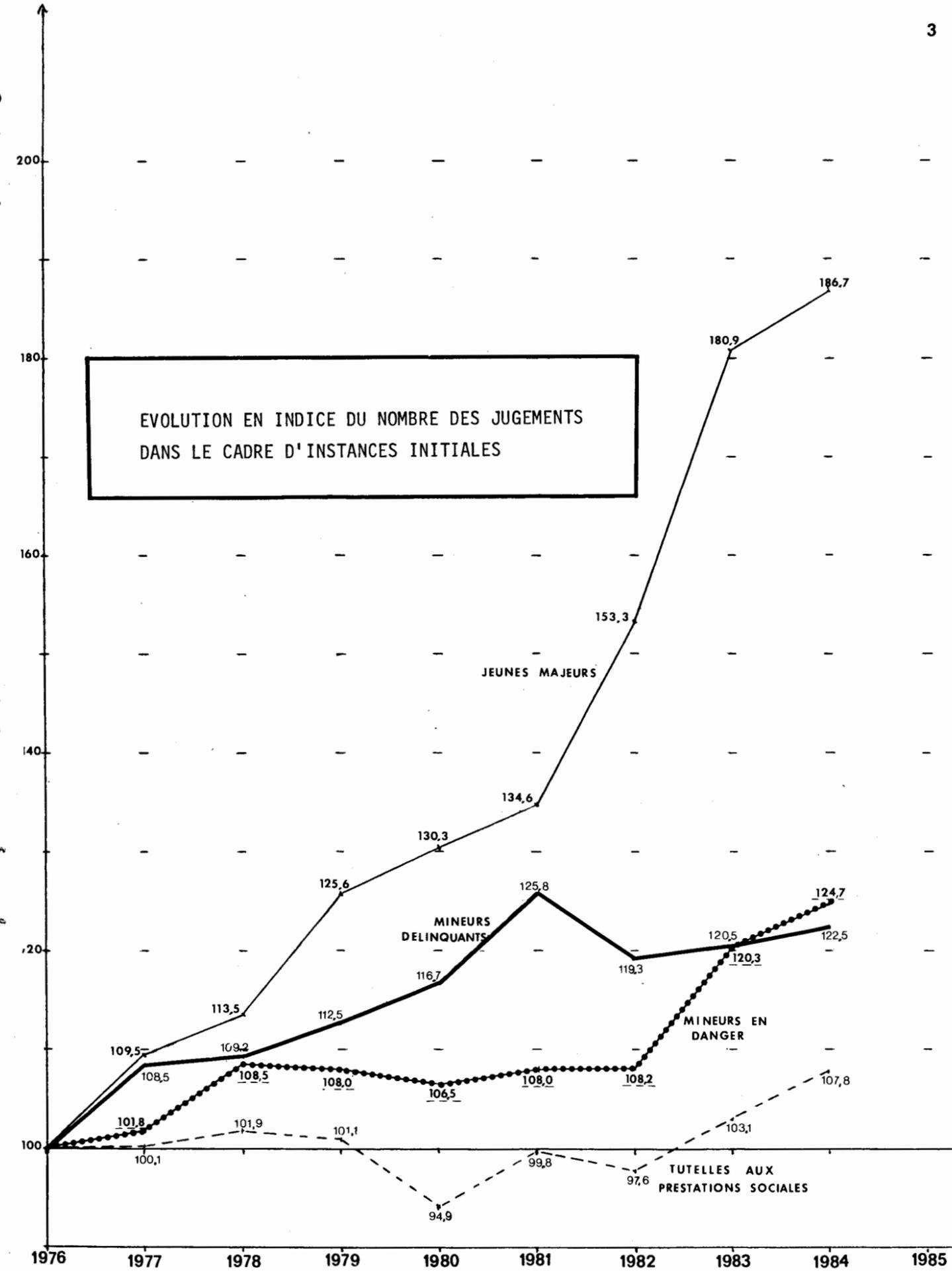


TABLEAU 5 : NATURE DES DECISIONS DE LA CHAMBRE SPECIALE DES COURS D'APPEL

(1) Tutelles aux prestations sociales

Années		Appels jugés sur des décisions prises en application de												Ensemble			
		l'ordonnance du 02.02.45 (appels sur les seuls intérêts civils exclus)				la loi du 4 juin 1970 (articles 375 à 375-8 du Code Civil)				la loi du 18 octobre 1966 et du décret du 25 avril 1969 (1)							
		infir- mation par- :tuelle:	confir- mation par- :tuelle:	confir- mation par- :tuelle:	Total 100 %	infir- mation par- :tuelle:	confir- mation par- :tuelle:	confir- mation par- :tuelle:	Total 100 %	infir- mation par- :tuelle:	confir- mation par- :tuelle:	confir- mation par- :tuelle:	Total 100 %	infir- mation par- :tuelle:	confir- mation par- :tuelle:	confir- mation par- :tuelle:	Total 100 %
1981	Nbre	233	53	255	541	111	63	557	731	12	6	81	99	356	122	893	1371
	%	43,1	9,8	47,1	39,5	15,2	8,6	76,2	53,3	12,1	6,1	81,8	7,2	26,0	8,9	65,1	100
1982	Nbre	74	73	179	326	79	69	652	800	13	3	85	101	166	145	916	1227
	%	22,7	22,4	54,9	26,6	9,9	8,6	81,5	65,2	12,9	3,0	84,1	8,2	13,5	11,8	74,7	100
1983	Nbre	98	94	195	387	133	84	790	1007	18	5	82	105	249	183	1067	1499
	%	25,3	24,3	50,4	25,8	13,2	8,3	78,5	67,2	17,1	4,8	78,1	7,0	16,6	12,2	71,2	100
1984	Nbre	141	137	250	528	150	105	914	1169	17	5	102	124	308	247	1266	1821
	%	26,7	25,9	47,3	29,0	12,8	9,0	78,2	64,2	13,7	4,0	82,3	6,8	16,9	13,6	69,5	100

SECTION 1

APPLICATION DE L'ORDONNANCE DU 2 FEVRIER 1945

RELATIVE A L'ENFANCE DELINQUANTE

MODIFIÉE PAR LA LOI DU 24 MAI 1951 ET

PAR L'ORDONNANCE N° 58-1300 DU 23 DECEMBRE 1958

MODIFIÉE ET COMPLÉTÉE PAR LA LOI DU 11 JUILLET 1975 (ARTICLE 16 BIS)

ET LE DECRET N° 76-1073 DU 22 NOVEMBRE 1976

(MINEURS AGES DE MOINS DE 18 ANS AU MOMENT DE L'INFRACTION)

Pages 5 à 22 , tableaux 6 à 38

- A - Renseignements divers
tableaux 5 à 9, page 6
- B - Jugements dans le cadre d'instances initiales
tableaux 10 à 30, pages 7 à 15
- C - Instances modificatives
tableaux 31 à 34, pages 16 à 17
- D - Annexe : renseignements concernant seulement l'année 1984
pages 18 à 20
- E - Incarcérations :
 - mineurs en prison au 31 décembre
 - mises en détention provisoire dans l'année
tableaux 35 à 38, pages 21 à 22

OBSERVATIONS:

Des mineurs peuvent faire l'objet de plusieurs procédures pénales la même année et sont comptés chaque fois sans qu'il soit possible d'en connaître leur nombre ou leur proportion.

Des mineurs faisant l'objet d'une procédure au titre de l'ordonnance du 2 Février 1945 peuvent avoir déjà fait l'objet d'une procédure d'assistance éducative ou faire l'objet ensuite d'une ouverture de dossier d'assistance éducative. Les statistiques annuelles ne peuvent pas faire apparaître leur nombre.

Les tableaux statistiques font apparaître une égalité entre le nombre d'infractions, de mineurs et de décisions. Cela correspond à une nécessité technique de collecte des renseignements qui est effectuée à partir de la décision prise pour chaque mineur.

Plusieurs infractions peuvent avoir été commises par un mineur. En cas de jonction ou d'infractions connexes, il n'y aura qu'un jugement et une seule infraction comptabilisée dans les statistiques, celle qui sera considérée comme principale.

Une infraction peut avoir été commise par un groupe de mineurs, dans ce cas elle sera comptée autant de fois qu'il y a de mineurs faisant l'objet d'une décision.

A - RENSEIGNEMENTS DIVERS

TABLEAU 6 : AFFAIRES CLASSEES PAR LES PARQUETS

	1982	1983	1984
environ	37100	46000	53000

TABLEAU 7 : INSTRUCTIONS TERMINEES DANS L'ANNEE PAR LES JUGES D'INSTRUCTION

	1981	1982	1983	1984
Instructions terminées	3739	3352	4040	3693
Mineurs concernés	7249	5752	6951	6354

TABLEAU 8 : NON-LIEUX DES JUGES D'INSTRUCTION

	1980	1981	1982	1983	1984
	294	273	201	201	210

TABLEAU 9 : MINEURS AYANT FAIT L'OBJET D'UN AJOURNEMENT DU PRONONCE DE LA PEINE

	1980	1981	1982	1983	1984
	112	318	198	141	237

TABLEAU 10 : JURIDICTIONS AYANT PRONONCE LES JUGEMENTS

(1) Mineurs inculpés pour crime commis entre 16 et 18 ans

ANNEES	JUGE DES ENFANTS		TRIBUNAL POUR ENFANTS		COURS (1) D'ASSISES DES MINEURS		ENSEMBLE =100%
	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	
1976	32238	55,2	26061	44,7	50	0,1	58349
1977	34826	55,0	28401	44,9	65	0,1	63292
1978	36438	57,2	27190	42,7	72	0,1	63700
1979	37913	57,7	27782	42,2	65	0,1	65760
1980	38149	56,0	29860	43,9	100	0,1	68109
1981	42817	58,3	30490	41,6	94	0,1	73401
1982	42075	60,4	27484	39,5	61	0,1	69600
1983	40908	59,2	29351	41,8	41	0,1	70300
1984	40689	56,9	30752	43,0	50	0,1	71491

TABLEAU 11

REPARTITION DES JUGEMENTS SELON L'AUTEUR

Années	Juge des enfants		Juge d'instruction		Total = 100 %
	Nomb.	%	Nomb.	%	
1976	49755	85,3	8594	14,7	58349
1977	54015	85,3	9277	14,7	63292
1978	55350	86,9	8350	13,1	63700
1979	57832	87,9	7928	12,1	65760
1980	59723	87,7	8386	12,3	68109
1981	64278	87,6	9123	12,4	73401
1982	60912	87,5	8688	12,5	69600
1983	62775	89,3	7525	10,7	70300
1984	63789	89,2	7702	10,8	71491

NB. Les jugements en audience de cabinet des juges des enfants représentent plus de la moitié des jugements, leur proportion s'est légèrement accrue (environ 60 % depuis 1981). Les jugements des tribunaux pour enfants représentent un peu plus de 40 % des décisions, ceux des cours d'assises sont très peu nombreux puisqu'elles ne sont compétentes que pour les affaires de mineurs inculpés de crime commis entre 16 et 18 ans. La proportion d'instructions par le juge des enfants est en progression sensible (85,3 % en 1976 et 89,2 % en 1984) et reste très largement majoritaires car les juges des enfants assurent l'instruction des affaires jugées en audiences de cabinet et d'une majorité des affaires jugées par les tribunaux pour enfants.

TABLEAU 12 : TAUX D'INTERVENTION DES JURIDICTIONS DE LA JEUNESSE DE LA FRANCE METROPOLITAINE

Les renseignements disponibles pour les départements et les territoires d'Outre-Mer ne permettent pas d'avoir pour toutes les années considérées des renseignements par tranches d'âge et par sexes.

Taux d'intervention : nombre de jugements dans le cadre d'instances initiales dans l'année par rapport à la population par âge et par sexe estimée par l'INSEE au 1er janvier de l'année suivante. Le taux d'intervention est calculé en ‰ c'est-à-dire en nombre de jugements dans le cadre d'instances initiales par rapport à une population de 1 000 mineurs du même sexe.

- Application de l'ordonnance du 2 février 1945 (article 16 bis exclus)

Années	De 10 à 13 ans			De 13 à 16 ans			De 16 à 18 ans			Ensemble		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
1976	2,4	0,3	1,3	13,5	1,8	7,7	35,3	3,9	19,9	14,6	1,7	8,3
1977	2,5	0,3	1,4	14,0	1,8	8,0	39,4	4,0	23,1	16,1	1,8	9,1
1978	2,5	0,3	1,4	14,0	1,8	8,0	40,2	4,1	23,1	16,5	1,9	9,4
1979	2,1	0,3	1,2	14,0	1,8	8,0	42,2	4,1	23,5	16,7	1,8	9,4
1980	1,9	0,4	1,1	14,7	2,0	8,5	43,5	4,4	24,3	17,3	2,0	9,8
1981	2,1	0,4	1,2	16,7	2,2	9,6	46,0	4,4	25,7	18,8	2,1	10,6
1982	2,1	0,3	1,2	15,9	2,1	9,1	44,5	4,3	24,9	18,0	2,0	10,1
1983	1,9	0,4	1,2	15,2	2,3	8,9	45,0	4,7	25,4	17,6	2,2	10,1
1984	1,9	0,4	1,2	15,3	2,1	8,9	45,7	4,8	25,8	17,8	2,2	10,2

N.B. : Il convient de remarquer que le taux d'intervention :
- concernant les garçons est beaucoup plus important que celui des filles et s'accroît avec l'âge
- progresse avec l'âge et qu'il a surtout augmenté pour les garçons âgés de 16 à 18 ans au moment de l'infraction

TABLEAU 13 : REPARTITION DES JUGEMENTS SELON L'AGE ET LE SEXE DES MINEURS CONCERNES

N.B. : Age au moment de l'infraction

Années		Moins de 13 ans			DE 13 à 16 ans			De 16 à 18 ans			Ensemble		
		G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
1976	Nombre	3250	343	3593	17940	2237	20177	31296	3283	34579	52486	5863	58349
	%	90,4	9,6	100%	88,9	11,1	100%	90,5	9,5	100%	89,9	10,1	100%
1977	Nombre	3239	347	3586	18890	2283	21173	35090	3443	38533	57219	6073	63292
	%	90,3	9,7	100%	89,2	10,8	100%	91,1	8,9	100%	90,4	9,6	100%
1978	Nombre	3240	415	3655	18338	2454	20792	35788	3465	39253	57366	6334	63700
	%	88,6	11,4	100%	88,2	11,8	100%	91,2	8,8	100%	90,1	9,9	100%
1979	Nombre	2764	392	3156	18969	2336	21305	37783	3516	41299	59516	6244	65760
	%	87,6	12,4	100%	89,0	11,0	100%	91,5	8,5	100%	90,5	9,5	100%
1980	Nombre	2440	511	2951	19589	2512	22101	39271	3786	43057	61300	6809	68109
	%	82,7	17,3	100%	88,6	11,4	100%	91,2	8,8	100%	90,0	10,0	100%
1981	Nombre	2727	457	3184	21807	2714	24521	41879	3817	45696	66413	6988	73401
	%	85,6	14,4	100%	88,9	11,1	100%	91,6	8,4	100%	90,5	9,5	100%
1982	Nombre	2747	401	3148	20557	2512	23069	39763	3620	43383	63067	6533	69600
	%	87,3	12,7	100%	89,1	10,9	100%	91,7	8,3	100%	90,6	9,4	100%
1983	Nombre	2555	494	3049	19963	2884	22847	40427	3977	44404	62945	7355	70300
	%	83,8	16,2	100%	87,4	12,6	100%	91,0	9,0	100%	89,5	10,5	100%
1984	Nombre	2530	526	3056	20576	2711	23287	41073	4075	45148	64179	7312	71491
	%	82,8	17,2	100%	88,5	11,5	100%	91,0	9,0	100%	89,8	10,2	100%

TABLEAU 14 : REPARTITION DES JUGEMENTS SELON LE SEXE DES MINEURS CONCERNES.

Années	Garçons		Filles		Total = 100 %
	Nomb.	%	Nomb.	%	
1976	52486	89,9	5863	10,1	58 349
1977	57219	90,4	6073	9,6	63 292
1978	57366	90,1	6334	9,8	63 700
1979	59516	90,5	6244	9,5	65 760
1980	61300	90,0	6809	10,0	68 109
1981	66413	90,5	6988	9,5	73 401
1982	63067	90,6	6533	9,4	69 600
1983	62945	89,5	7355	10,5	70 300
1984	64179	89,8	7312	10,2	71 491

N.B. : La proportion des garçons et des filles est relativement constante et les filles représentent environ 10 % des jugements.

N.B. : La proportion et le nombre des moins de 13 ans sont en diminution. La proportion de 13 à 16 ans est en légère diminution même s'ils sont plus nombreux en 1984 qu'en 1976. Les jugements concernant les 16 à 18 ans sont plus nombreux et majoritaires.

TABLEAU 15 : REPARTITION DES JUGEMENTS SELON L'AGE DES MINEURS CONCERNES

N.B. : Age au moment de l'infraction

Années	Moins de 13 ans		de 13 à 16 ans		de 16 à 18 ans		Total = 100 %	dont mineurs de 13 à 18 ans = 100 %
	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%		
1976	3593	6,2	20177	34,6	34579	59,2	58 349	54756 : 93,8
1977	3586	5,7	21173	33,4	38533	60,9	63 292	59706 : 94,3
1978	3655	5,7	20792	32,6	39253	61,6	63 700	60045 : 94,3
1979	3156	4,8	21305	32,4	41299	62,8	65 760	62604 : 95,2
1980	2951	4,3	22101	32,5	43057	63,2	68 109	65158 : 95,7
1981	3184	4,3	24521	33,4	45696	62,3	73 401	70217 : 95,7
1982	3148	4,5	23069	33,1	43383	62,3	69 600	66452 : 95,5
1983	3049	4,3	22847	32,5	44404	63,2	70 300	67251 : 95,7
1984	3056	4,3	23287	32,5	45148	63,2	71 491	68435 : 95,7

NB. : Plusieurs infractions peuvent avoir été commises par un mineur. En cas de jonction ou d'infractions connexes, il n'y aura qu'un jugement et une seule infraction sera comptabilisée dans les statistiques, celle qui est considérée comme principale. Lorsqu'il s'agit d'infractions de même qualification juridique, il sera retenue l'infraction contre les personnes de préférence à l'infraction contre les biens. Lorsqu'il s'agit d'infractions de qualifications juridiques différentes, celle qui sera retenue est celle qui entraîne selon le code pénal la peine la plus élevée.

Une infraction peut avoir été commise par un groupe de mineurs, dans ce cas elle sera comptée autant de fois qu'il y a de mineurs faisant l'objet d'un jugement.

TABLEAU 16 : QUALIFICATION JURIDIQUE DES INFRACTIONS RETENUES EN JUGEMENTS

Années	Crimes		Délits		Contra-ventions de 5e classe		Total = 100 %
	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	
1976	75	0,1	56682	97,1	1592	2,8	58349
1977	85	0,1	61297	96,8	1910	3,1	63292
1978	92	0,1	61757	96,9	1851	2,9	63700
1979	79	0,1	63815	97,0	1866	2,9	65760
1980	139	0,2	65573	96,3	2397	3,5	68109
1981	156	0,2	71073	96,8	2172	3,0	73401
1982	94	0,1	67968	97,7	1538	2,2	69600
1983	67	0,1	68177	97,0	2056	2,9	70300
1984	103	0,1	68816	97,0	2572	2,9	71491

NB. : Le nombre de crimes retenus en jugement est faible et peut donc varier dans de grandes proportions, mais il ne représente en moyenne que moins de 0,1 % des jugements. Le nombre de crimes comptabilisé en 1983 est le plus faible. Les crimes contre les personnes (contre les moeurs et autres) sont majoritaires et leur proportion est en progression mais cela est dû en grande partie à un taux de correctionnalisation plus grand des crimes contre les biens.

Les délits représentent environ 97 % des infractions retenues en jugement. Les 3/4 environ sont des délits contre les biens. L'ensemble des délits contre les personnes représentent moins d'1/10 des délits mais leur proportion s'est accrue alors que celle des délits divers a diminué. Le nombre et la proportion des infractions à la législation sur les stupéfiants sont faibles car elles sont rarement traitées au pénal comme infraction unique, mais la drogue peut être la cause de vols ou d'ouverture de dossiers d'assistance éducative.

Les contraventions de 5e classe représentent moins de 3 % des infractions retenues en jugement.

TABLEAU 17 : NATURE DES INFRACTIONS RETENUES EN JUGEMENT

(1) Délits seulement
(2) Infractions involontaires contre les personnes comprises

Années	Infractions				Total = 100 %				
	volontaires : contre les personnes	contre les biens	à la législation sur les stupéfiants (1)	diverses (2)					
	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%			
1980	7247	10,6	48034	70,5	505	0,7	12323	18,1	68 109
1981	7499	10,2	53584	73,0	671	0,8	11647	15,9	73 401
1982	6791	9,8	53404	76,7	693	1,0	8712	12,5	69 600
1983	7212	10,2	53276	76,8	802	1,1	9010	12,8	70 300
1984	6768	9,5	54670	76,5	841	1,1	9212	12,8	71 491

N.B. : Les infractions contre les biens sont en progression et sont très largement majoritaires.

TABEAU 18 : NATURE DES DELITS RETENUS EN JUGEMENT

(1) % par rapport au total des délits
(2) % par rapport au total des jugements

Années	Délits contre								Usage, trafic usage et trafic de stupéfiants	Total		
	les personnes				les biens						Délits divers	
	moeurs		autres		moeurs		autres					
Nomb.	% (1)	Nomb.	% (1)	Nomb.	% (1)	Nomb.	% (1)	Nomb.	% (2)			
1976	443	0,8	3202	5,6	42266	74,6	10291	18,2	478	0,8	56682	97,1
1977	493	0,8	3535	5,8	46268	75,5	10284	16,8	652	1,1	61297	96,8
1978	387	0,6	3623	5,9	46441	75,2	10725	17,4	581	0,9	61757	96,9
1979	336	0,5	4202	6,6	47307	74,1	11429	17,9	541	0,8	63815	97,0
1980	368	0,6	6100	9,3	47635	72,6	10965	16,7	505	0,8	65573	96,3
1981	729	1,0	5955	8,4	53150	74,8	10566	14,9	671	0,9	71073	96,8
1982	857	1,3	5289	7,8	53083	78,1	8045	11,8	693	1,0	67968	97,7
1983	868	1,3	5581	8,2	52861	77,5	8065	11,8	802	1,2	68177	97,0
1984	776	1,1	5107	7,4	54204	78,8	7888	11,5	841	1,2	68816	96,3

TABEAU 19 : NATURE DES CRIMES RETENUS EN JUGEMENT

(1) % par rapport au total des crimes
(2) % par rapport au total des jugements

Années	Crimes contre								Crimes divers	Total
	les personnes				les biens					
	moeurs		autres		moeurs		autres			
Nomb.	% (1)	Nomb.	% (1)	Nomb.	% (1)	Nomb.	% (1)	Nomb.	% (2)	
1976	15	20,0	19	25,3	41	54,7	-	-	75	0,1
1977	14	16,5	41	48,2	27	31,8	3	3,5	85	0,1
1978	21	22,8	37	40,2	31	33,7	3	3,3	92	0,1
1979	22	27,8	25	31,6	32	40,5	-	-	79	0,1
1980	50	36,0	42	30,2	36	25,9	11	7,9	139	0,2
1981	53	34,0	53	34,0	41	26,3	9	5,8	156	0,2
1982	30	31,9	33	35,1	26	27,7	5	5,3	94	0,1
1983	31	46,3	17	25,4	17	25,4	2	3,0	67	0,1
1984	36	35,0	25	24,2	22	21,4	20	19,4	103	0,1

TABEAU 19b :

AGE AU MOMENT DU CRIME DES MINEURS JUGES

Années	Moins de 13 ans			Plus de 13 ans			Plus de 16 ans			Total = 100 %
	Nomb.	% (1)	Nomb.	% (1)	Nomb.	% (1)	Nomb.	% (1)		
1976	6	8,0	20	26,7	49	65,3	-	-	75	
1977	2	2,4	41	48,2	42	49,4	-	-	85	
1978	2	2,2	20	21,7	70	76,1	-	-	92	
1979	2	2,5	26	32,9	51	64,6	-	-	79	
1980	4	2,9	26	18,7	109	78,4	-	-	139	
1981	1	0,6	41	26,3	114	73,1	-	-	156	
1982	-	-	20	21,3	74	78,7	-	-	94	
1983	-	-	21	31,3	46	68,7	-	-	67	
1984	-	-	22	21,4	81	78,6	-	-	103	

NB.: Il convient de remarquer la répartition différente des délits et des crimes selon leur nature.

TABEAU 20 : MESURES D'INFORMATION

(1) y compris le temps fort des ordonnances d'orientation et d'action éducative
(2) Examens médicaux, psychologiques, psychiatriques et d'orientation professionnelle

Renseignements non disponibles avant 1980

Années	Consulta- tion, observa- tion en milieu ouvert (1)	Enquêtes sociales hors consul- tation	Examens hors consul- tation (2)
1980	1670	1182	697
1981	1819	1300	632
1982	1154	2182	357
1983	1126	1099	306
1984	1017	828	217

TABEAU 21 : MESURES PROVISOIRES EDUCATIVES PRISES DANS LE CADRE DE LA MEME AFFAIRE A L'EGARD DES MINEURS JUGES DANS LE CADRE D'INSTANCES INITIALES, QU'ELLES AIENT ETE PRISES DANS L'ANNEE OU ANTERIEUREMENT

(1) Loi du 17 juillet 1970 : pas de rubrique les faisant apparaître avant 1980.

Années	Origine				% par rapport aux jugements définitifs	Nature						Total = 100%			
	Ordonnance du Juge des enfants		Juge d'instruction			Total = 100 %	Famille, tuteur, gardien, personne digne de confiance	Etablisse- ment	Aide socia- le à l'en- fance ou établis- sement hospi- talier	Liberté surveillée provisoire	Contrôle judiciaire (1)				
	Nomb.	%	Nomb.	%									Nomb.	%	Nomb.
1976	3910	86,2	624	13,8	4534	7,8	790	17,4	1391	30,7	199	4,4	2154	47,5	4534
1977	4000	84,5	735	15,5	4735	7,5	1011	21,4	1290	27,2	157	3,3	2277	48,1	4735
1978	4328	83,1	879	16,9	5207	8,2	1235	23,7	1189	22,8	96	1,8	2687	51,6	5207
1979	4165	81,8	926	18,2	5091	7,7	1419	27,9	972	19,1	109	2,1	2591	50,9	5091
1980	3326	76,4	1026	23,6	4352	6,4	393	9,0	750	17,2	100	2,3	2544	58,5	4352
1981	3693	75,2	1219	24,8	4912	6,7	801	16,3	704	14,3	121	2,5	2645	53,8	4912
1982	3385	62,5	1487	30,5	4872	7,0	752	15,4	631	13,0	84	1,7	2607	53,5	4872
1983	3324	73,4	1206	26,6	4530	6,4	582	12,8	537	11,9	88	1,9	2611	57,6	4530
1984	3080	72,0	1196	28,0	4276	6,0	668	15,6	489	11,4	41	1,0	2382	55,7	4276

N.B. : Bien qu'en baisse la proportion des mesures éducatives provisoires ordonnées par les juges des enfants représentent les 3/4 des décisions provisoires. Les libertés surveillées provisoires représentent plus de la moitié des mesures éducatives provisoires et les remises à un établissement environ 10%. Les premières sont en progression alors que les secondes sont en régression.

TABEAU 22 : DETENTIONS PROVISOIRES DANS LE CADRE DES AFFAIRES JUGEES DANS L'ANNEE

g = a + b = c + d = e + f

(1) % par rapport au total des détentions provisoires
(2) % par rapport aux jugements dans l'année
(3) % par rapport aux peines de prison ferme dans l'année

Années	Répartition par sexe				Répartition par âge				Répartition selon l'origine g)				Total = 100 %	(2) %	(3) %
	a) Garçons		b) Filles		c) Moins de 16 ans		d) Plus de 16 ans		e) Jugés des enfants		f) Jugés d'instruction				
	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%			
1976	3249	94,1	205	5,9	750	21,7	2704	78,3	1455	42,1	1999	57,9	3454	5,9	91,7
1977	3433	93,8	227	6,2	733	20,0	2927	80,0	1577	43,1	2083	56,9	3660	5,8	90,8
1978	3622	93,5	250	6,5	780	20,1	3092	79,9	1680	43,4	2192	56,6	3872	5,9	96,0
1979	3520	94,4	208	5,6	740	19,8	2988	80,2	1494	40,1	2234	59,9	3728	5,7	87,7
1980	4163	93,9	271	6,1	806	18,2	3628	81,8	1669	37,6	2765	62,4	4434	6,5	82,9
1981	4801	94,1	301	5,9	1029	20,2	4073	79,8	2001	41,2	3001	58,8	5102	6,9	88,8
1982	4060	92,9	309	7,1	944	21,6	3425	78,4	1676	38,4	2693	61,6	4369	6,3	84,9
1983	4059	93,2	294	6,8	915	21,0	3438	79,0	1834	42,1	2519	57,9	4353	6,2	77,7
1984	3723	92,1	319	7,9	906	22,4	3136	77,6	1661	42,9	2381	58,9	4042	5,7	62,7

NB.: En matière criminelle, un mineur de moins de 13 ans peut faire l'objet d'une mise en détention provisoire sur ordonnance du Juge d'Instruction. (3 en 1981, 2 en 1982, 1 en 1983 et 2 en 1984).

TABLEAU 23 : DECISIONS PRISES PAR LES JUGEMENTS DANS LE CADRE D'INSTANCES INITIALES

N.B. : Seuls les mineurs âgés de plus de 13 ans au moment de l'infraction peuvent faire l'objet d'une condamnation pénale

- (1) % par rapport au total des jugements
- (2) Mesures en application de l'article 16 bis comprises
- (3) Mesures de milieu ouvert en application de l'article 16 bis comprises
- (4) Jugements en application de l'article 16 bis : remise à un établissement ou mesure de milieu ouvert % par rapport au total des jugements

Années	Nature des décisions						Total = 100 %	Mesures de liberté surveillée complémentaires (3)	dont	(4) Jugements en application de l'article 16 bis			
	Acquittements et relaxes		Mesures éducatives (2)		Condamnations pénales						Nomb. : % (1)	Nomb. : % (1)	Nomb. : %
	Nomb. :	% (1)	Nomb. :	% (1)	Nomb. :	% (1)							
1976	3222	5,5	36978	63,4	18149	31,1	58349	5580	9,6	23 : 0,04			
1977	3489	5,5	39222	62,0	20581	32,5	63292	5780	9,1	149 : 0,2			
1978	3755	5,9	40219	63,1	19726	31,0	63700	5398	8,5	205 : 0,3			
1979	3765	5,7	41888	63,7	20107	30,6	65760	5292	8,0	1979 : 216 : 0,3			
1980	4047	5,9	42079	61,8	21983	32,3	68109	4684	6,9	1980 : 233 : 0,3			
1981	3746	5,1	46463	63,3	23192	31,6	73401	4393	6,0	1981 : 315 : 0,4			
1982	3559	5,1	44812	64,4	21229	30,5	69600	3851	5,5	1982 : 209 : 0,3			
1983	4013	5,7	43544	61,9	22743	32,4	70300	3748	5,3	1983 : 197 : 0,3			
1984	4152	5,6	43223	60,6	24116	33,8	71491	3109	4,3	1984 : 156 : 0,2			

N.B. : Les jugements en application de l'article 16 bis sont très peu nombreux. La proportion des acquittements et relaxes, des mesures éducatives ainsi que des condamnations pénales est stable, moins de 6% pour les premiers, plus de 60% pour les seconds et plus de 30% pour les troisièmes

NB. : Acquittements ou relaxes pour crime : 5 en 1980, 4 en 1981, 1 en 1982 et 1983, 4 en 1984.

TABLEAU 24 : REPARTITION DES MESURES EDUCATIVES PRISES PAR JUGEMENT

- (1) - % par rapport à l'ensemble des décisions prises par jugement (acquittements, relaxes, et condamnations pénales compris)
- (2) - % par rapport au total des mesures de liberté surveillée
- (3) - Mesures de milieu ouvert en application de l'article 16 bis incluses

Années	Admonestations				Remises aux parents, tuteurs, gardiens, personnes dignes de confiance				Confiés à un établissement				Confiés à l'A.S.E. ou à un établissement sanitaire				Ensemble	Mesures de LS complémentaires				
	Nomb. :		% (1)		Nomb. :		% (1)		Nomb. :		% (1)		Nomb. :		% (1)			Nomb. :		% (2)		Total = 100 %
	Nomb. :	% (1)	Nomb. :	% (1)	Nomb. :	% (1)	Nomb. :	% (1)	Nomb. :	% (1)	Nomb. :	% (1)	Nomb. :	% (1)	Nomb. :	% (2)		Nomb. :	% (2)			
1976	24696	42,3	10581	18,1	1386	2,3	315	0,5	36978	63,4	4348	77,9	1232	22,1	5580							
1977	25626	42,1	10802	17,1	1566	2,5	228	0,4	39222	62,0	4576	79,6	1174	20,4	5750							
1978	27528	43,2	11064	17,4	1439	2,3	188	0,3	40219	63,1	4278	79,3	1120	20,70	5398							
1979	27755	42,2	12702	19,3	1224	1,9	207	0,3	41888	63,7	4220	79,7	1072	20,3	5292							
1980	28384	41,7	12524	18,4	1034	1,5	137	0,2	42079	61,8	3744	79,9	940	20,1	4684							
1981	33388	45,9	12119	16,5	860	1,2	96	0,1	46463	63,3	3396	77,3	1097	22,7	4393							
1982	32775	47,1	11166	16,0	759	1,1	112	0,2	44812	64,4	2833	73,6	1018	26,4	3851							
1983	30627	43,6	11894	16,9	896	1,3	127	0,2	43544	60,1	2639	70,4	1109	29,6	3748							
1984	29937	41,9	12427	17,4	745	1,0	114	0,2	43223	60,6	2139	65,9	1109	34,1	3248							

N.B. : Les admonestations représentent plus de 40% des mesures éducatives. Les remises à un établissement sont en diminution comme pour les mesures provisoires. Les mesures de liberté surveillée le sont également, ce qui n'est pas le cas des libertés surveillées provisoires.

N.B. : Seuls les mineurs âgés de moins de 13 ans au moment de l'infraction peuvent être confiés par jugement aux services de l'Aide Sociale à l'enfance (A.S.E.)

TABLEAU 25 : REPARTITION DES CONDAMNATIONS PENALES PRISES PAR JUGEMENT (mineurs âgés de 13 à 18 ans au moment de l'infraction)

- (1) % par rapport au total des jugements
- (2) % par rapport aux jugements des mineurs âgés de 13 à 18 ans au moment de l'infraction
- (3) renseignements non disponibles avant 1980

Années	Dispense ou substitution de peine	Amende seulement				Emprisonnement avec ou sans sursis				Ensemble					
		avec sursis		sans sursis		avec sursis seulement		sans sursis ou sans sursis et sursis partiel							
		Nomb. :	% (1)	Nomb. :	% (1)	Nomb. :	% (1)	Nomb. :	% (1)						
1976		665	1,1	4 068	7,0	6 874	11,8	2 777	4,8	3 765	6,4	18 149	31,1	33,1	
1977		845	1,3	5 116	8,1	7 991	12,6	2 598	4,1	4 031	6,3	20 581	32,5	34,5	
1978		1100	1,7	4 450	7,0	7 692	12,1	2 451	3,8	4 033	6,2	19 726	31,0	32,9	
1979		1 123	1,7	4 597	7,0	7 824	11,9	2 312	3,5	4 251	6,5	20 107	30,6	32,1	
1980	521	0,8	1 096	1,6	5 288	7,8	7 829	11,5	1 900	2,8	5 349	7,8	21 983	32,3	33,7
1981	492	0,7	975	1,3	5 293	7,2	9 205	12,5	1 484	2,0	5 743	7,8	23 192	31,6	33,0
1982	257	0,4	831	1,2	4 191	6,0	9 569	13,8	1 232	1,8	5 149	7,4	21 229	30,5	31,9
1983	365	0,5	791	1,1	4 572	6,5	10 026	14,3	1 386	2,0	5 603	8,0	22 743	32,4	33,8
1984	736	1,1	837	1,2	4 637	6,5	10 891	15,9	1 135	1,7	5 880	8,2	24 116	33,8	35,2

N.B. : La proportion des amendes avec ou sans sursis est relativement constante, alors que celle des peines de prison avec sursis simple est en légère progression et celle des sursis avec mise à l'épreuve est en régression.

NB. : Environ 1/4 des mineurs condamnés à une peine de prison ferme avaient déjà fait l'objet d'une peine de prison avec sursis :

- 1309 en 1980 soit 24,5 % des peines de prison ferme
- 1305 en 1981 soit 22,7 % des peines de prison ferme
- 1056 en 1982 soit 20,5 % des peines de prison ferme
- 1306 en 1983 soit 23,3 % des peines de prison ferme
- 1763 en 1984 soit 30,0 % des peines de prison ferme

TABLEAU 26 : DISPENSES DE PEINES ET PEINES DE SUBSTITUTION PRONONCEES DANS L'ANNEE

N.B. : Renseignements non disponibles avant 1980

- (1) % par rapport au total des jugements
- (2) % par rapport au total des jugements concernant les mineurs âgés de plus de 13 ans au moment de l'infraction

Années	Dispense de peine		Peine de substitution		Total	
	Nomb. :	% (1)	Nomb. :	% (1)	Nomb. :	% (1) : % (2)
1980	494	0,7	27	0,03	521	0,8 : 0,8
1981	474	0,6	18	0,02	492	0,7 : 0,7
1982	237	0,3	20	0,02	257	0,4 : 0,4
1983	321	0,5	44	0,06	365	0,5 : 0,5
1984	614	0,9	122	0,2	736	1,1 : 1,0

NB. : En 1984, 130 peines de travail d'intérêt général ont été prononcées à titre principal ou complémentaire. Les TIG à titre principal sont inclus dans les peines de substitution, les TIG à titre complémentaire ne sont pas comptabilisés car seule la décision à titre principal est prise en compte dans les tableaux.

TABLEAU 27 : REPARTITION DES AMENDES AVEC OU SANS SURSIS

N.B. : Les amendes ne sont comptabilisées que lorsqu'elles sont prononcées seules et non avec une peine de prison

- (1) % par rapport au total des amendes
- (2) % par rapport au total des jugements
- (3) % par rapport au total des jugements concernant des mineurs de 13 à 18 ans

Années	avec sursis		sans sursis		Total = 100 %		
	Nomb.	% (1)	Nomb.	% (1)	Nomb.	% (2)	% (3)
1976	665	14,1	4068	85,9	4733	8,1	8,6
1977	845	14,2	5116	85,8	5961	9,4	10,0
1978	1100	19,8	4450	80,2	5550	8,7	9,2
1979	1123	19,6	4597	80,4	5720	8,7	9,1
1980	1096	17,2	5288	82,8	6384	9,4	9,8
1981	975	15,6	5293	84,4	6268	8,5	8,9
1982	831	16,5	4191	83,5	5022	7,2	7,6
1983	791	14,7	4572	85,3	5363	7,6	8,0
1984	837	15,3	4637	84,7	5474	7,7	8,0

TABLEAU 28 : REPARTITION DES CONdamnATIONS A DES PEINES DE PRISON AVEC SURSIS SIMPLE OU AVEC SURSIS ET MISE A L'EPREUVE

N.B. : Les peines de prison avec sursis ne sont comptabilisées que lorsqu'elles sont prononcées seules et non avec une peine de prison sans sursis

- (1) % par rapport au total des peines de prison avec sursis
- (2) % par rapport au total des jugements
- (3) % par rapport au total des jugements concernant les mineurs de plus de 13 ans au moment de l'infraction

Année	avec sursis simple		avec sursis et mise à l'épreuve		Total		
	Nomb.	% (1)	Nomb.	% (1)	Nomb.	% (2)	% (3)
1976	6874	71,2	2777	23,8	9651	16,5	17,6
1977	7991	74,5	2598	24,5	10589	16,7	17,7
1978	7692	75,8	2451	24,8	10143	15,9	16,9
1979	7824	77,2	2312	22,8	10136	15,4	16,2
1980	7829	80,5	1900	19,5	9729	14,3	14,9
1981	9205	86,1	1484	13,9	10689	14,6	15,2
1982	9569	88,6	1232	11,4	10801	15,5	16,3
1983	10026	87,8	1386	14,2	11412	16,2	17,0
1984	10891	90,6	1135	9,4	12026	16,8	17,6

TABLEAU 29 : PEINES DE PRISON SANS SURSIS : SEXE ET AGE DES MINEURS CONCERNES

Années	Sexe des mineurs concernés			Age des mineurs concernés au moment de l'infraction						
	Garçons		Total = 100%	de 13 à 16 ans		Total = 100%				
	Nomb.	%		Nomb.	%					
1976	3601	95,6	164	4,4	3765	692	18,4	3073	81,6	3765
1977	3841	95,3	190	4,7	4031	642	15,9	3389	84,1	4031
1978	3845	95,3	188	4,7	4033	645	16,0	3388	84,0	4033
1979	4023	94,6	228	5,4	4251	687	16,2	3564	83,8	4251
1980	5026	94,0	323	6,0	5349	908	17,0	4441	83,0	5349
1981	5328	92,8	415	7,2	5743	1208	21,1	4534	78,9	5743
1982	4757	92,4	392	7,6	5149	952	18,5	4197	81,5	5149
1983	5152	92,0	451	8,0	5603	1176	21,0	4427	79,0	5603
1984	5438	92,5	442	7,5	5880	1144	19,5	4736	80,5	5880

N.B. : En cas de peine de prison avec sursis partiel, seule est prise en compte la peine de prison sans sursis.
L'âge retenu est celui du mineur au moment de l'infraction et non de l'incarcération ou du jugement. Les garçons condamnés à une peine de prison ferme restent très largement majoritaire (92 % environ) même si l'on peut constater une légère diminution de leur importance.
Les mineurs âgés de 16 à 18 ans au moment de l'infraction constituent environ 80 % des mineurs condamnés à une peine de prison ferme.

TABLEAU 30 : DUREE DES PEINES DE PRISON FERME

(1) Renseignement non disponible avant 1980

Années	De moins de 1 mois à 4 mois inclus						De plus de 4 mois à 12 mois inclus			Total = 100%	% par rapport aux jugements des 13 - 18 ans	
	Inférieure ou égale à 1 mois (1)		De plus de 1 mois à 4 mois (1)		Total	De plus de 4 mois à 12 mois		De plus de 12 mois				
	Nomb.	%	Nomb.	%		Nomb.	%		Nomb.			%
1976					2939	78,1	671	17,8	155	4,1	3765	6,9
1977					3225	80,0	651	16,2	155	3,8	4031	6,7
1978					3363	83,4	560	13,9	110	2,7	4033	6,6
1979					3553	83,6	578	13,6	120	2,8	4251	6,8
1980	2646	49,5	1801	33,7	4447	83,1	736	13,8	166	3,1	5349	8,2
1981	2741	47,7	2082	36,3	4823	84,0	772	13,4	148	2,6	5743	8,1
1982	2449	47,6	1920	37,3	4369	84,9	681	13,2	99	1,9	5149	7,7
1983	2898	51,7	1931	34,5	4829	86,2	662	11,8	112	2,0	5603	8,3
1984	3259	55,4	1849	31,4	5108	86,9	648	11,0	124	2,1	5880	8,6

N.B. : En cas de peine d'emprisonnement sans sursis et avec sursis partiel, seule la durée de la peine de prison ferme est retenue.

La proportion de l'ensemble des peines de prison sans sursis est relativement stable depuis 1980 (8 % environ des jugements concernant les mineurs âgés de 13 à 18 ans au moment de l'infraction). Les peines de prison ferme inférieures ou égales à 1 mois représentent plus de la moitié des peines d'emprisonnement sans sursis, celles de plus de 1 mois et de moins de 4 mois représentent plus du tiers. La proportion des peines inférieures ou égales à 4 mois s'est accrue sensiblement depuis 1976 : 78,1 % et 86,9 % en 1984. Les peines de prison ferme de plus de 4 mois à 12 mois inclus sont proportionnellement en baisse depuis 1976 comme celles supérieures à 12 mois.

C - INSTANCES MODIFICATIVES DANS L'ANNEE

TABLEAU 31 : MOTIFS DES INSTANCES MODIFICATIVES

(Article 16 bis exclus)

Années	Incident à la liberté surveillée :		Autres motifs :		Total = 100 %
	Nomb.	%	Nomb.	%	
1976	373	31,5	811	68,5	1184
1977	343	32,7	705	67,3	1048
1978	246	24,9	743	75,1	989
1979	254	25,8	732	74,2	986
1980	190	30,0	443	70,0	633
1981	113	25,0	339	75,0	452
1982	72	28,8	178	71,2	250
1983	68	32,5	141	67,5	209
1984	58	33,9	113	66,1	171

N.B. Les instances modificatives sont peu nombreuses et en forte baisse. Les incidents à la liberté surveillée sont relativement stables et représentent moins d'1/3 des instances modificatives.

TABLEAU 32 : INSTANCES MODIFICATIVES : DECISIONS PRISES (Article 16 bis exclus)

(1) Les mesures de liberté surveillée complémentaires d'une autre mesure nouvelle n'étaient pas comptabilisées dans le total jusqu'en 1980

Années	Maintenance de toute mesure antérieure ou provisoire		Cessation de toute mesure antérieure ou provisoire		Mesures nouvelles								Total = 100 %		
					Famille, tuteur, gardien, personne digne de confiance		Etablissement		Aide sociale à l'enfance ou établissement hospitalier		Liberté surveillée (1)			Total des mesures nouvelles	
	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%		Nomb.	%
1976	285	24,1	362	30,6	225	19,0	256	21,6	56	4,7	282	23,8	537	45,3	1184
1977	277	26,4	290	27,7	203	19,4	243	23,2	35	3,3	141	13,5	481	45,9	1048
1978	247	25,0	295	28,8	200	20,2	219	22,1	38	3,8	135	13,7	457	46,2	989
1979	257	26,1	289	29,3	243	24,6	157	15,9	40	4,1	135	13,7	440	44,6	986
1980	127	20,1	225	35,5	102	16,1	69	10,9	74	11,7	36	5,7	281	44,4	633
1981	72	15,9	127	28,1	82	18,1	100	22,1	31	6,9	40	8,8	253	56,0	452
1982	45	18,0	93	37,2	43	17,2	55	22,0	3	1,2	11	4,4	112	44,8	250
1983	36	17,2	81	38,8	33	15,8	40	19,1	1	0,5	18	8,6	92	44,0	209
1984	31	18,1	46	26,9	25	14,6	46	26,9	1	0,6	22	12,9	94	55,0	171

N.B. : La moitié environ des décisions prises à l'issue des instances modificatives sont des mesures nouvelles. La proportion des maintiens de la mesure existante est en baisse alors que celle des cessations a augmenté.

TABLEAU 33 :

Instances modificatives des mesures de protection judiciaire prises au titre de l'article 16 bis et prévues par le décret n° 76-1073 du 22.11.76

(1) Prolongation de placement en établissement

Années	Initiative du juge des enfants						Initiative de l'intéressé (1)
	Modification			Cessation			
	16-18 ans	+ de 18 ans	Total	16-18 ans	+ de 18 ans	Total	
1977	2	2	4	12	1	13	1 G
1978	1	1	2	3	-	3	1 G
1979	1	1	2	2	4	6	4 G
1980	11	4	15	-	4	4	4 G
1981	-	-	-	2	10	12	-
1982	1	1	2	2	5	7	1 G
1983	1	2	3	1	2	3	-
1984	3	-	3	6	27	33	6 - 1F

TABLEAU 34 : REVOCATIONS ET PROLONGATIONS DES SURSIS AVEC MISE A L'EPREUVE

Renseignements non disponibles avant 1980

Années	Révocations de sursis avec mise à l'épreuve										Prolongation de SME
	a) Motifs					b) Modalités					
	Manquements aux obligations		Autres condamnations		Total = 100%	Révocations partielles		Révocations totales		Total = 100%	
1980	51	35,7	92	64,3	143	48	33,6	95	66,4	143	-
1981	17	34,0	33	66,0	50	16	32,0	34	68,0	50	14
1982	13	43,3	17	56,7	30	17	56,7	13	43,3	30	1
1983	18	42,9	24	57,1	42	13	31,0	29	69,0	42	4
1984	25	35,2	46	64,8	71	17	23,9	54	76,1	71	7

N.B. Les révocations de sursis avec mise à l'épreuve sont peu nombreuses et majoritairement dues à d'autres condamnations pénales.

I - MINEURS JUGES DANS L'ANNEE DANS LE CADRE D'INSTANCES INITIALES

APPLICATION DE L'ARTICLE 16 bis EXCLUE

Table A: Répartition selon la nature de l'infraction retenue en jugement. Columns include MINEURS CONCERNES, AGE AU MOMENT DE L'INFRACTION, and various categories of infractions (Contre les moeurs, Contre les biens, Diverses) leading to a TOTAL column.

Table D: Mesures provisoires prises dans le cadre de la même affaire. Columns include MINEURS CONCERNES, AGE AU MOMENT DE L'INFRACTION, and categories of measures (Origine, Nature) leading to a TOTAL column.

Table C: Répartition selon la nature de la décision prise par jugement. Columns include MINEURS CONCERNES, AGE AU MOMENT DE L'INFRACTION, and categories of decisions (Mesures éducatives, Condamnations pénales) leading to a TOTAL column.

II - MINEURS AYANT FAIT L'OBJET DANS L'ANNEE D'UNE INSTANCE MODIFICATIVE (APPLICATION DE L'ARTICLE 16 bis EXCLUE, VOIR PAGE 20) (A = B)

Table II: MINEURS AYANT FAIT L'OBJET DANS L'ANNEE D'UNE INSTANCE MODIFICATIVE. Columns include MINEURS CONCERNES, AGE AU MOMENT DE L'INSTANCE, and categories of decisions (Motifs, Décisions intervenues) leading to a TOTAL column.

Table g: Mesures de liberté surveillée. Columns include MINEURS CONCERNES, AGE AU MOMENT DE L'INFRACTION, and categories of measures leading to a TOTAL column.

Table B: Répartition selon la nature de la juridiction ayant statué. Columns include MINEURS CONCERNES, AGE AU MOMENT DE L'INFRACTION, and categories of jurisdictions leading to a TOTAL column.

III - RÉVOCATIONS OU PROLONGATIONS DES SURSIS AVEC MISE A L'ÉPREUVE

Table III: Révocations ou prolongations des sursis avec mise à l'épreuve. Columns include AGE DES JEUNES CONCERNES, RÉVOCATIONS DU S.M.E., and PROLONGATIONS leading to a TOTAL column.

**APPLICATION DE L'ARTICLE 16 bis
DE L'ORDONNANCE DU 2 FEVRIER 1945 (IV-V-VI)**
Il ne s'agit pas de la totalité des mineurs de 16 à 18 ans au moment de l'infraction.

IV - MINEURS JUGES DANS L'ANNEE (A - B - C)

MINEURS CONCERNES	A - REPARTITION SELON LA NATURE DE L'INFRACTION RETENUE EN JUGEMENT (Mineurs âgés de 16 à 18 ans au moment de l'infraction) A = B + C												TOTAL (a+b+c)	
	INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES			AUTRES (Infractions involontaires exclues)			INFRACTIONS CONTRE LES BIENS			Infractions à la Régulation sur les stupéfiants	INFRACTIONS DIVERSES (Infractions involontaires contre les personnes comprises)			
	crimes	délits	contra-ventions	crimes	délits	contra-ventions	crimes	délits	contra-ventions		crimes	délits		contra-ventions
										TOTAL				
Garçons	-	7	-	-	11	1	-	93	11	11	-	11	-	145
Filles	-	1	-	-	-	-	-	8	1	1	-	-	-	11
TOTAL (a+b+c)	-	8	-	-	11	1	-	101	12	12	-	11	-	156

B JURIDICTION AYANT STATUÉE (B = A - C)	C - MESURES DE PROTECTION JUDICIAIRE ORDONNÉES (C = A = B)						TOTAL
	NATURE DE LA MESURE	Moins d'un an	De 1 à 2 ans	De 2 à 3 ans	De 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	
Tribunal pour enfants	Confies à un établissement	3	5	1	-	1	10
Cour d'assises des mineurs	Confies à un service de Milieu ouvert	9	104	28	5	-	146
156	ENSEMBLE (c = a - b)	12	109	29	5	1	156

	D - MESURES PROVISOIRES PRISES, DANS LE CADRE DE LA MEME AFFAIRE, A L'EGARD DES MINEURS JUGES										TOTAL	
	DETENTIONS PROVISOIRES			MESURES PROVISOIRES (A = B)						Consultations O.M.O. O.A.E.		
	Sur ordonnance du			A - Origine			B - Nature					
	J.E.	J.I.	Total	J.E.	J.I.	Total	(1)	Confies à un établissement	Liberté surveillée provisoire	Contrôle judiciaire		
Garçons	5	5	10	8	-	8	-	1	6	1	8	1
Filles	2	-	2	2	-	2	-	-	1	1	2	6
TOTAL	7	5	12	10	-	10	-	1	7	2	10	6

1) Confies à la famille, tuteur, curien ou à une personne digne de confiance.

V - MODIFICATION ET PROLONGATION DES MESURES DE PROTECTION JUDICIAIRE												
AGE DES JEUNES CONCERNES	De 16 à 18 ans			De 18 à 21 ans			Plus de 21 ans			Ensemble		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Modification à l'initiative du juge des enfants	2	1	3	-	-	-	-	-	-	2	1	3
Prolongation du placement en établissement à l'initiative de l'intéressé	-	-	-	5	-	5	-	1	1	5	1	6

VI - CESSATION DE LA PROTECTION JUDICIAIRE												
AGE DES JEUNES CONCERNES	De 16 à 18 ans			De 18 à 21 ans			Plus de 21 ans			Ensemble		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
A l'initiative du J.E.	4	2	6	21	-	21	6	-	6	31	2	33

E - LES INCARCERATIONS

TABLEAU 35 : ENSEMBLE DES MINEURS EN PRISON AU 31 DECEMBRE

D.O.M. inclus à partir du 31 décembre 1981

Mineurs en prison au 31 décembre de l'année	Répartition selon la nature de l'incarcération			Répartition selon l'âge			Répartition selon le sexe								
	Exécutions de peine	Détenctions provisoires	Total = 100%	Moins de 16 ans	Plus de 16 ans	Total = 100%	Garçons	Filles	Total = 100%						
										Nomb. : %					
1976	202	28,3	513	71,7	715	45	6,3	670	93,7	715	676	94,5	39	5,5	715
1977	184	26,4	513	73,6	697	32	4,6	665	95,4	697	661	94,8	36	5,2	697
1978	197	27,2	527	72,8	724	36	5,0	688	95,0	724	699	96,5	25	3,5	724
1979	160	21,1	597	78,9	757	66	8,7	691	91,3	757	715	94,5	42	5,5	757
1980	140	15,0	794	85,0	934	79	8,5	855	91,5	934	897	96,0	37	4,0	934
1981	123	14,4	734	85,6	857	135	15,8	722	84,2	857	816	95,2	41	4,8	857
1982	113	14,5	669	85,5	782	56	7,2	726	92,9	782	755	96,5	27	3,5	782
1983	110	12,9	743	87,1	853	72	8,4	781	91,6	853	809	94,8	44	5,2	853
1984	132	15,1	741	84,9	873	56	6,4	817	93,6	873	842	96,4	31	3,6	873
1985	146	16,6	735	83,4	881	69	7,8	812	92,2	881	850	96,5	31	3,5	881

Les mineurs en détention provisoire représentent plus de 80 % des mineurs incarcérés à une date déterminée.

TABLEAU 36 : REPARTITION PAR SEXE ET PAR AGE DES MINEURS EN DETENTION PROVISOIRE AU 31 DECEMBRE
D.O.M. inclus à partir du 31 décembre 1981

(1) % par rapport au total des mineurs du même sexe
(2) % par rapport à l'ensemble des mineurs

31 déc de l'année	GARCONS			FILLES			ENSEMBLE										
	de 13 à 16 ans	de 16 à 18 ans	Total	de 13 à 16 ans	de 16 à 18 ans	Total	de 13 à 16 ans	de 16 à 18 ans	Total								
	Nomb. : % (1)	Nomb. : % (1)	Nomb. : % (2)	Nomb. : % (1)	Nomb. : % (1)	Nomb. : % (2)	Nomb. : % (2)	Nomb. : % (2)	Total = 100%								
1976	23	4,8	456	95,2	479	93,4	5	14,7	29	85,3	34	6,6	28	5,5	485	95,4	513
1977	16	3,3	464	96,7	480	93,6	3	9,1	30	90,9	33	6,4	19	3,7	494	96,3	513
1978	19	3,8	484	96,2	503	95,4	1	4,2	23	95,8	24	4,6	20	3,8	507	96,2	527
1979	51	9,1	510	90,9	561	94,0	3	8,3	33	91,7	36	6,0	54	9,0	543	91,0	597
1980	62	8,2	697	91,8	759	95,6	9	25,7	26	74,3	35	4,4	71	8,9	723	91,1	794
1981	120	17,6	575	82,4	695	94,5	8	20,5	31	79,5	39	5,5	128	17,8	606	82,2	734
1982	48	7,1	601	92,9	647	96,7	5	22,7	17	77,3	22	3,3	51	7,6	618	92,4	669
1983	42	6,0	660	94,0	702	94,5	18	43,9	23	56,1	41	5,5	60	8,1	683	91,9	743
1984	41	5,8	669	94,2	710	95,8	10	32,3	21	67,7	31	4,2	51	6,9	690	93,1	741
1985	55	7,8	650	92,2	705	95,9	8	26,7	22	73,3	30	4,1	63	8,6	672	91,4	735

Les mineurs en détention provisoire à un jour déterminé sont essentiellement des garçons de plus de 16 ans.

TABLEAU 37 : REPARTITION PAR SEXE ET PAR AGE DES MINEURS CONDAMNES EXECUTANT LEUR PEINE DE PRISON FERME
D.O.M. inclus à partir du 31 décembre 1981

(1) % par rapport au total des mineurs du même sexe
(2) % par rapport à l'ensemble des mineurs

31 déc de l'année	GARCONS						FILLES						ENSEMBLE				
	de 13 à 16 ans		de 16 à 18 ans		Total	de 13 à 16 ans		de 16 à 18 ans		Total	de 13 à 16 ans		de 16 à 18 ans		Total = 100 %		
	Nomb.	% (1)	Nomb.	% (1)		Nomb.	% (2)	Nomb.	% (1)		Nomb.	% (2)	Nomb.	% (2)		Nomb.	% (2)
1976	16	8,1	181	91,9	197	97,5	1	20,0	4	80,0	5	2,5	17	8,4	185	91,6	202
1977	12	6,6	169	93,4	181	98,4	1	33,3	2	66,7	3	1,6	13	7,1	171	92,9	184
1978	16	8,2	180	91,8	196	99,5	-	-	1	100,0	1	0,5	16	8,1	181	91,9	197
1979	10	6,5	144	93,5	154	96,2	2	33,3	4	66,7	6	3,8	12	7,5	148	92,5	160
1980	7	5,1	131	94,9	138	98,6	1	50,0	1	50,0	2	1,4	8	5,7	132	94,3	140
1981	7	5,8	114	94,2	121	98,4	-	-	2	100,0	2	1,6	7	5,7	116	94,3	123
1982	5	4,6	103	95,4	108	95,6	-	-	5	100,0	5	4,4	5	4,4	108	95,6	113
1983	11	10,3	96	89,7	107	97,3	1	33,3	2	66,7	3	2,7	12	10,9	98	89,1	110
1984	5	3,8	127	96,2	132	100	-	-	-	-	-	-	5	3,8	127	96,2	132
1985	5	3,4	140	96,6	145	99,3	-	-	1	100,0	1	0,7	6	4,1	140	95,9	146

Les mineurs condamnés exécutant leur peine de prison ferme à un jour déterminé sont essentiellement des garçons de plus de 16 ans.

TABLEAU 38 : NOMBRE DE MISES EN DETENTION PROVISOIRE DE MINEURS DANS L'ANNEE DEPUIS 1976

Départements d'Outre-Mer et Territoires d'Outre-Mer (Nouvelle Calédonie et Tahiti) inclus à partir de 1985

I.B. : Les mineurs délinquants qui ont fait l'objet de plus d'une incarcération dans l'année sont comptés chaque fois.

REPARTITION PAR SEXE				REPARTITION PAR AGE				REPARTITION SELON L'ORIGINE									
ANNEES	GARCONS		FILLES		TOTAL = 100 %	ANNEES	MOINS DE 16 ANS		PLUS DE 16 ANS		TOTAL = 100 %	ANNEES	Juge des enfants		Juge d'instruction		TOTAL = 100 %
	Nomb.	%	Nomb.	%			Nomb.	%	Nomb.	%			Nomb.	%	Nomb.	%	
1976	3838	95,4	184	4,6	4022	1976	686	17,1	3336	82,9	4022	1976	1360	33,8	2662	66,2	4022
1977	4250	95,5	201	4,5	4451	1977	865	19,4	3586	80,6	4451	1977	1495	33,6	2956	66,4	4451
1978	4196	94,9	224	5,1	4420	1978	791	17,9	3629	82,1	4420	1978	1480	33,5	2940	66,5	4420
1979	4075	94,6	233	5,4	4308	1979	692	16,1	3616	83,9	4308	1979	1267	29,4	3041	70,6	4308
1980	5651	92,8	436	7,2	6087	1980	1363	22,4	4724	77,6	6087	1980	1966	32,3	4121	67,7	6087
1981	5605	92,6	448	7,4	6053	1981	1411	23,3	4642	76,7	6053	1981	2051	33,9	4002	66,1	6053
1982	5530	92,6	440	7,4	5970	1982	1409	23,6	4561	76,4	5970	1982	2024	33,9	3946	66,1	5970
1983	5421	92,3	454	7,7	5875	1983	1411	24,0	4464	76,0	5875	1983	2023	34,4	3852	65,6	5875
1984	5237	91,9	463	8,1	5700	1984	1322	23,2	4378	76,8	5700	1984	2097	36,8	3603	63,2	5700
1985	4475	91,3	428	8,7	4903	1985	1254	25,6	3649	74,4	4903	1985	1944	39,7	2959	60,3	4903

NB :- Après une période de relative stabilité de 1976 à 1979, le nombre de détentions provisoires s'est nettement accru en 1980 (+ 41,3 %). La baisse amorcée au cours du second semestre 1981 s'est confirmée et accrue les années suivantes. Il convient de souligner la très forte diminution du nombre des mises en détention provisoire entre 1984 et 1985. (- 15,1 % pour la France métropolitaine et - 14,0 % en tenant compte pour la 1ère année où cela était possible, des détentions provisoires ordonnées par les juridictions des DOM et TOM: 62 dont 56 garçons et 6 filles, dont 18 mineurs de moins de 16 ans et 44 de plus de 16 ans, dont 16 sur ordonnance d'un juge des enfants et 46 sur ordonnance d'un juge d'instruction.)

- De 1976 à 1985, il convient de remarquer une augmentation de la représentation des filles qui passe de 4,6 % à 8,7 % de l'ensemble et des mineurs de moins de 16 ans dont la proportion a progressé de 17,1 % à 25,6 %.

- De 1976 à 1985 on constate une relative stabilité de la proportion des incarcérations sur décisions des Juges d'Instruction (2/3) et des Juges des Enfants (1/3). Depuis 1984, on remarque une progression de la proportion des incarcérations sur ordonnance des Juges des Enfants (40 % environ en 1985).

SECTION 2

APPLICATION DE LA LOI DU 4 JUIN 1970 RELATIVE A LA PROTECTION DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE EN DANGER

ARTICLES 375 A 375-8 DU CODE CIVIL
(MINEURS AGES DE MOINS DE 18 ANS AU MOMENT DE LA SAISINE)

Pages 23 à 30, tableaux 39 à 52

OBSERVATIONS:

Certains dossiers d'assistance éducative peuvent être ouverts à la suite d'une affaire pénale. Le nombre de mineurs faisant l'objet d'une décision en application des articles 375 à 375-8 du Code Civil et de l'Ordonnance du 2 Février 1945 n'est pas connu.

Les données statistiques font apparaître une égalité entre le nombre des saisines, celui des jeunes et celui des décisions. Cela ne correspond pas à la réalité mais à une nécessité technique de collecte des renseignements. Car même lorsqu'il s'agit d'un dossier d'assistance éducative concernant plusieurs enfants d'une même famille, le juge pourra prendre des décisions individualisées pour chaque mineur et de plus à des dates différentes. De ce fait les statistiques, pour des raisons de facilité, doivent faire apparaître une égalité entre le nombre de saisines du magistrat des enfants, et le total des décisions rendues. La collecte des renseignements est effectuée à partir de la décision rendue.

A - Renseignements divers
tableaux 39 et 40 page 23

B - Jugements dans le cadre d'instances initiales
tableaux 41 à 49, pages 24 à 27

C - Instances modificatives
tableaux 50 à 52, pages 28 et 29

D - Annexe : renseignements concernant seulement l'année 1984
pages 29 et 30

A - RENSEIGNEMENTS DIVERS

TABLEAU 39 : AFFAIRES CLASSEES PAR LES PARQUETS

Années	1982	1983	1984
environ	3900	5300	6700

TABLEAU 40 : SAISINES N'AYANT PAS DONNE LIEU A L'OUVERTURE D'UN DOSSIER PAR LE JUGE DES ENFANTS

Années	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Nombre	1091	1093	1065	1039	6529	7839	8008	9420	10681

TABLEAU 41: MODE DE SAISINE DU JUGE DES ENFANTS

Années	A la requête						Total = 100 %	
	des père et mère conjointement, de l'un d'eux, du tuteur, du gardien		du mineur lui-même		du parquet			saisine d'office à titre exceptionnel
	Nomb., %	Nomb., %	Nomb., %	Nomb., %	Nomb., %			
1976	10495 : 16,6	2005 : 3,2	27098 : 42,9	23519 : 37,3		63117		
1977	11543 : 18,0	2101 : 3,3	25851 : 40,2	24744 : 38,5		64239		
1978	12785 : 18,7	2195 : 3,2	26486 : 38,7	27022 : 39,4		68488		
1979	11701 : 17,2	2319 : 3,4	27276 : 40,0	26869 : 39,4		68165		
1980	13912 : 20,7	3366 : 5,0	26759 : 39,7	23284 : 34,6		67321		
1981	13872 : 20,4	3525 : 5,2	26917 : 39,5	23832 : 35,0		68146		
1982	13720 : 20,1	4234 : 6,2	25170 : 36,8	25192 : 36,9		68316		
1983	16235 : 21,4	4496 : 6,5	25031 : 36,3	30157 : 44,1		75919		
1984	16176 : 20,5	4677 : 6,2	27711 : 38,1	30144 : 41,2		78708		

N.B. : Progression sensible de la proportion des saisines des juges des enfants à la requête du mineur lui-même.
Régression des saisines à la requête du Parquet.
La proportion des saisines d'office à titre exceptionnel du juge des enfants est relativement stable (un peu moins de 40%). De nombreuses saisines d'office sont les conséquences d'une intervention des personnes (notamment les travailleurs sociaux) qui, d'après la loi, n'ont pas la possibilité de saisir les juges des enfants.

TABLEAU 42 : TAUX D'INTERVENTION DES JURIDICTIONS DE LA JEUNESSE DE LA FRANCE METROPOLITAINE

Les renseignements disponibles pour les départements et les territoires d'Outre-Mer ne permettent pas d'avoir pour toutes les années considérées des renseignements par tranches d'âge et par sexes.

Taux d'intervention : nombre de jugements dans le cadre d'instances initiales dans l'année par rapport à la population par âge et par sexe estimée par l'INSEE au 1er janvier de l'année suivante. Le taux d'intervention est calculé en %, c'est-à-dire en nombre de jugements dans le cadre d'instances initiales par rapport à une population de 1 000 mineurs du même sexe.

Années	Moins de 6 ans			De 6 à 13 ans			De 13 à 16 ans			De 16 à 18 ans			Ensemble		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
1976	3,7	3,6	3,6	3,6	3,2	3,4	5,6	5,3	5,5	6,9	6,9	6,9	4,4	4,2	4,3
1977	3,5	3,5	3,5	3,6	3,2	3,4	5,5	5,0	5,2	7,1	7,1	7,1	4,3	4,1	4,2
1978	3,7	3,7	3,7	4,0	3,7	3,9	6,3	5,8	6,0	8,0	7,8	7,7	4,8	4,5	4,6
1979	3,4	3,3	3,4	3,7	3,4	3,6	6,3	5,6	5,9	8,7	7,9	8,3	4,6	4,3	4,5
1980	3,3	3,3	3,3	3,8	3,4	3,6	6,3	5,9	6,2	8,3	8,1	8,2	4,6	4,4	4,5
1981	3,2	3,1	3,1	3,9	3,6	3,8	6,8	6,0	6,4	8,7	8,1	8,4	3,2	2,9	3,1
1982	3,2	3,1	3,2	3,8	3,6	3,7	6,8	6,3	6,5	9,2	8,5	8,9	3,3	3,1	3,2
1983	3,7	3,6	3,6	4,2	3,9	4,1	7,4	7,0	7,2	10,1	9,3	9,8	5,3	5,0	5,1
1984	3,9	3,6	3,7	4,4	3,9	4,2	7,8	6,8	7,3	10,6	9,8	10,2	5,6	5,1	5,6

N.B. : Il convient de remarquer que les taux d'intervention sont :
- très voisins pour les garçons et les filles bien que celui des garçons soit légèrement supérieur
- s'accroissent avec l'âge et que leur progression est plus forte pour les mineurs les plus âgés. Seul le taux d'intervention concernant les mineurs de moins de 6 ans n'a pas varié.

TABLEAU 43 : MESURES PROVISOIRES EDUCATIVES PRISES DANS LE CADRE DE LA MEME AFFAIRE A L'EGARD DES MINEURS JUGES DANS LE CADRE D'INSTANCES INITIALES, QU'ELLES AIENT ETE PRISES DANS L'ANNEE OU ANTERIEUREMENT

(1) % par rapport au total des mesures provisoires
(2) % par rapport au total des jugements

Années	Famille, tuteur, gardien, personne digne de confiance	Etablissement		Aide sociale à l'enfance ou établissement hospitalier		Total des mesures		Mesure de milieu ouvert complémentaire (non incluse dans le total)	
		Nomb., % (1)	Nomb., % (1)	Nomb., % (1)	Nomb., % (1)	Nomb., % (2)	Nomb., % (2)	Nomb., % (1)	Nomb., % (1)
1976	15387 : 42,7	8413 : 23,3	12277 : 34,0	36077 : 57,2	24308 : 67,4				
1977	17385 : 45,8	8061 : 21,2	12542 : 33,0	37988 : 60,2	24972 : 65,7				
1978	17587 : 46,1	7935 : 20,8	12627 : 33,1	38149 : 55,7	25425 : 66,6				
1979	18761 : 48,7	7602 : 19,7	12172 : 31,6	38535 : 56,5	25372 : 65,8				
1980	20658 : 53,1	6255 : 16,7	10572 : 28,2	37485 : 55,7	18109 : 48,3				
1981	27128 : 57,3	7776 : 16,4	12446 : 26,3	47350 : 69,5	25008 : 52,8				
1982	26908 : 59,7	7618 : 16,9	10576 : 23,4	45102 : 66,0	24770 : 54,9				
1983	29593 : 58,0	8822 : 17,3	12647 : 24,8	51062 : 67,3	28650 : 56,1				
1984	30870 : 59,2	8195 : 15,7	13119 : 25,6	52184 : 66,3	29855 : 57,2				

TABLEAU 44 NATURE DES MESURES PROVISOIRES DEPUIS 1980 Renseignements non disponibles avant 1980

Années	Famille, tuteur, gardien, personne digne de confiance		Etablissement		Aide sociale à l'enfance ou établissement hospitalier		Total des mesures provisoires = 100%
	Avec mesure de M.O.		Avec mesure de M.O.		Avec mesure de M.O.		
	Nomb., %	Nomb., %	Nomb., %	Nomb., %	Nomb., %	Nomb., %	
1980	16173 : 43,1	4485 : 12,0	1082 : 2,9	5173 : 13,8	854 : 2,3	9718 : 25,9	37485
1981	21553 : 45,5	5575 : 11,8	1684 : 3,6	6092 : 12,9	1765 : 3,7	10681 : 22,6	47350
1982	21613 : 47,9	5295 : 11,7	1900 : 4,2	5718 : 12,7	1267 : 2,8	9309 : 20,6	45102
1983	23867 : 46,7	5726 : 11,2	2872 : 5,6	5950 : 11,7	1911 : 3,7	10736 : 21,0	51062
1984	25607 : 49,0	5263 : 10,9	2350 : 4,5	5845 : 11,2	1898 : 3,6	11221 : 21,5	52184

TABLEAU 45 :

MESURES D'INFORMATION

(1) y compris le temps fort des ordonnances d'orientation et d'action éducative.

Années	Consultation, observation en milieu ouvert (1)	Enquêtes sociales hors consultation	Examens médicaux, psychologiques, psychiatriques, d'orientation professionnelle hors consultation
1981	3926	9518	6775
1982	6919	7824	787
1983	6141	9239	920
1984	6176	8881	856

N.B. : On remarque une progression des remises à la famille, tuteur, gardien et personne digne de confiance (plus de la moitié des mesures provisoires depuis 1980), alors que la proportion des remises à un établissement, à l'A.S.E. ou à un établissement hospitalier est en régression.

TABLEAU 46 : RÉPARTITION PAR ÂGE (AU MOMENT DE LA SAISINE DU JUGE DES ENFANTS)

Années	Moins de 6 ans		De 6 à 13 ans		De 13 à 16 ans		De 16 à 18 ans		Ensemble = 100 %
	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	
1976	15804	25,0	21006	33,9	14444	22,9	11863	18,8	63117
1977	16726	26,1	20832	32,4	14272	22,2	12409	19,3	64239
1978	17045	24,9	22767	33,2	15520	22,7	13156	19,2	68488
1979	15623	22,9	21845	32,0	16176	23,7	14521	21,3	68165
1980	15060	22,4	21537	32,0	16212	24,1	14512	21,6	67321
1981	14557	21,4	22190	32,6	16567	24,3	14832	21,8	68146
1982	14693	21,5	21450	31,4	16671	24,4	15502	22,7	68316
1983	17030	22,4	23321	30,7	18538	24,4	17030	22,4	75919
1984	17543	22,3	23883	30,3	19422	24,7	17860	22,7	78708

TABLEAU 47 : RÉPARTITION PAR SEXE

Années	Garçons		Filles		Total = 100 %
	Nomb.	%	Nomb.	%	
1976	33024	52,3	30093	47,7	63117
1977	33843	52,7	30396	47,3	64239
1978	36099	52,7	32389	47,3	68488
1979	36220	53,1	31945	46,9	68165
1980	35442	52,6	31879	47,4	67321
1981	36163	53,1	31983	46,9	68146
1982	35970	52,7	32346	47,3	68316
1983	40214	53,0	35705	47,0	75919
1984	42197	53,6	36511	46,4	78708

N.B. : on constate une légère diminution de la proportion des mineurs de moins de 16 ans alors que celle des plus de 16 ans a sensiblement progressé

La répartition par sexe des mineurs en danger ayant fait l'objet d'un jugement fait apparaître une répartition pratiquement égale avec toutefois une légère prédominance des garçons (53 % environ)

TABLEAU 49 : NATURE DES MESURES ÉDUCATIVES DONT ONT FAIT L'OBJET LES MINEURS JUGÉS

(1) - % par rapport à l'ensemble des jugements
(2) - % par rapport au total des mesures éducatives
(3) - A.S.E. : Aide Sociale à l'enfance

Années	Mesures éducatives : mineurs remis à								Total = 100 %	Mesures de milieu ouvert complémentaires				
	famille ou gardien	personne digne de confiance	établissement	établissement sanitaire ou A.S.E.(3)	Total des mesures éducatives	Nomb.	% (1)	% (2)						
1976	26602	42,2	1760	2,8	5351	8,5	13093	20,7	46806	74,2	63117	21647	34,3	46,2
1977	26003	40,5	1640	2,6	5812	9,0	12188	19,0	45643	71,1	64239	21675	33,7	47,5
1978	28479	41,6	1515	2,2	5493	8,0	11817	17,3	47304	69,1	68488	22862	33,4	48,3
1979	27421	40,2	1267	1,9	4951	7,3	11672	17,1	45311	66,5	68165	22382	32,8	49,4
1980	27179	40,4	1841	2,7	5379	8,0	10257	15,2	44656	66,3	67321	23020	34,2	51,5
1981	28643	42,0	1793	2,6	5173	7,6	10258	15,1	45867	67,3	68146	24873	36,5	54,2
1982	30370	44,5	1723	2,5	5958	8,7	8921	13,1	46972	68,8	68316	27123	39,7	57,7
1983	33706	44,4	1897	2,5	6451	8,5	10625	14,0	52679	69,4	75919	29857	39,3	56,7
1984	33234	44,2	2165	2,7	7058	9,0	11540	14,7	53997	68,6	78708	30909	39,3	57,2

(1) père ou mère qui a la garde ou au gardien (art. 375-2), père ou mère qui n'en avait pas la garde (art. 375-3 ch. 1) autre parent (art. 375-3 ch. 2)
(2) et famille d'accueil ou service de placement familial depuis 1980 (art. 375-2)
(3) % par rapport au total des jugements

TABLEAU 48 : NATURE DES DECISIONS DONT ONT FAIT L'OBJET LES MINEURS JUGES A TITRE DEFINITIF

(1) Renseignement non disponible avant 1980
(2) % par rapport au total des mineurs n'ayant fait l'objet d'aucune mesure
(3) % par rapport à l'ensemble des jugements

Années	Mineurs ne faisant l'objet d'aucune mesure				Total des mesures éducatives	Ensemble des jugement			
	Ayant fait l'objet d'une mesure provisoire dans le cadre de la même affaire		N'ayant pas fait						
	Nomb.	% (2)	Nomb.	% (2)					
1976					16311	25,8	46806	74,2	63117
1977					18596	28,9	45643	71,1	64239
1978					21184	30,9	47304	69,1	68488
1979					22854	33,5	45311	66,5	68165
1980	12777	56,4	9888	43,6	22665	33,7	44656	66,3	67321
1981	13807	62,0	8472	38,0	22279	32,7	45867	67,3	68146
1982	12976	60,8	8368	39,2	21344	31,2	46972	68,8	68316
1983	14823	63,8	8417	36,2	23240	30,6	52679	69,4	75919
1984	14951	60,5	9760	39,5	24711	31,4	53997	68,6	78708

N.B. : On constate une augmentation de la proportion des jugements sans qu'aucune mesure éducative soit prononcée

N.B. : Plus de 30% des mineurs ne font l'objet d'aucune mesure éducative au moment du jugement. Cependant il convient de remarquer qu'au cours de la même affaire, plus de 60% d'entre eux avaient fait l'objet d'une mesure provisoire.

Années	Remises à la famille ou au gardien (1)		Remises à une personne digne de confiance (2)		Remises à un établissement ou à l'A.S.E.		Total						
	Avec mesure de milieu ouvert	Sans mesure de milieu ouvert	Avec mesure de milieu ouvert	Sans mesure de milieu ouvert	Avec mesure de milieu ouvert	Sans mesure de milieu ouvert							
	Nombre : % (3)	Nombre : % (3)	Nombre : % (3)	Nombre : % (3)	Nombre : % (3)	Nombre : % (3)							
1976	19 401	30,7	7 201	11,4	1 319	2,1	441	1,0	927	1,5	17 517	27,7	46 806
1977	19 023	29,6	6 980	10,9	1 268	1,9	372	0,6	1 384	2,2	16 616	25,9	45 643
1978	20 492	29,9	7 987	11,7	1 166	1,7	349	0,5	1 304	1,9	16 006	23,4	47 304
1979	20 037	29,4	7 384	10,8	1 059	1,5	208	0,3	1 286	1,9	15 337	22,5	45 311
1980	20 257	30,1	6 922	10,3	599	1,0	1 242	1,8	2 164	3,2	13 472	20,0	44 656
1981	21 867	32,1	6 776	9,1	719	1,1	1 074	1,6	2 287	3,4	13 144	19,3	45 867
1982	24 081	35,2	6 289	9,2	710	1,0	1 013	1,5	2 332	3,4	12 547	18,4	46 972
1983	25 886	34,1	7 820	10,3	810	1,1	1 087	1,4	3 161	4,2	13 915	18,3	52 679
1984	25 960	33,0	7 274	9,2	1080	1,4	1 085	1,4	3 869	4,9	14 729	18,7	53 997

NB. Les remises à la famille ou au gardien représentent plus de 40 % des jugements. Les mesures de milieu ouvert complémentaires d'une mesure éducative représentent quant à elles presque 40 % dont la plus grande partie est complémentaire d'une remise à la famille.

TABLEAU 50 : INSTANCES MODIFICATIVES : MODE DE SAISINE DU JUGE DES ENFANTS

(1) Les rubriques ont été modifiées à partir de 1980

Années	A la requête												Total = 100 %		
	des parents (1)		du gardien du mineur (1)		des père et mère conjointement, de l'un d'eux, du tuteur, du gardien (1)		du mineur lui-même (1)		Total des requêtes de parents tuteurs, gardiens et du mineurs		du parquet			saisine d'office	
	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%		Nomb.	%
1976	5165	27,2	1457	7,7					6622	34,8	1832	9,6	10552	55,5	19006
1977	5373	26,6	1627	8,1					7000	34,7	1273	6,3	11923	59,0	20196
1978	5157	25,6	1520	7,6					6677	33,2	1843	9,2	11590	57,6	20110
1979	5240	24,8	1481	7,0					6721	31,7	2475	11,7	11974	56,6	21170
1980					5629	26,5	1083	5,1	6712	31,6	3010	14,2	11534	54,3	21256
1981					6083	24,5	1186	5,2	7269	31,6	3799	16,5	11928	51,9	22996
1982					6007	23,4	1386	5,4	7393	28,8	3783	14,7	14480	56,4	25656
1983					6438	23,1	1407	5,0	7845	28,1	3757	13,5	16261	58,4	27863
1984					6471	21,8	1457	4,9	7928	26,7	5183	17,5	16543	55,8	29654

N.B. : Plus de la moitié des saisines sont des saisines d'office du juge des enfants. Les saisines à la requête du Parquet sont en augmentation comme les saisines d'office du Juge des Enfants et représentent 15 % environ.

TABLEAU 52 : MESURES NOUVELLES

Années	Famille, tuteur, gardien : personne digne de confiance				Etablissement				Aide sociale à l'enfance ou établissement hospitalier				Total des mesures nouvelles = 100%
	Avec mesure de M.O.		Sans mesure de M.O.		Avec mesure de M.O.		Sans mesure de M.O.		Avec mesure de M.O.		Sans mesure de M.O.		
	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	
1980	3982	41,8	1659	17,4	256	2,7	1709	18,0	187	2,0	1724	18,1	9517
1981	4362	41,9	2052	19,7	411	4,2	1538	14,8	344	3,3	1673	16,1	10402
1982	4339	40,3	2144	19,9	542	5,0	1609	14,9	416	3,9	1717	15,9	10767
1983	5077	41,9	2229	18,4	730	6,0	1610	13,3	456	3,8	2015	16,6	12117
1984	5153	41,4	2387	19,2	730	5,9	1593	12,8	451	3,6	2122	17,1	12436

D - ANNEXE : RENSEIGNEMENTS CONCERNANT SEULEMENT L'ANNEE 1984

I - MINEURS JUGES DANS L'ANNEE DANS LE CADRE D'INSTANCES INITIALES (Art. 375 à 375-4 inclus)

TABLEAU 51 : INSTANCES MODIFICATIVES : DECISIONS PRISES

Années	Cessation de toute mesure antérieure		Maintien de toute mesure antérieure		Mesures nouvelles								Total = 100 %		
	Famille, tuteur, gardien, personne digne de confiance		Etablissement		Aide sociale à l'enfance ou établissement hospitalier		Total des mesures nouvelles		Mesures de milieu ouvert complémentaires (non incluse dans les totaux)						
	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%			
1976	7713	40,6	3286	17,3	4615	24,3	1686	8,9	1706	9,0	8007	42,1	3765	19,8	19006
1977	7923	39,2	3817	18,9	4893	24,2	1667	8,3	1896	9,4	8456	41,9	4062	20,1	20196
1978	7798	38,8	3998	19,9	4754	23,6	1660	8,3	1400	9,4	8314	41,3	4374	21,8	20110
1979	8103	38,3	4809	22,7	4674	22,1	1653	7,8	1931	9,1	8258	39,0	4428	20,9	21170
1980	7460	35,1	4279	20,1	5641	26,5	1965	9,2	1911	9,0	9517	44,8	4425	20,8	21256
1981	7823	34,0	4771	20,7	6414	27,9	1971	8,6	2017	8,8	10402	45,2	5112	22,3	22996
1982	9367	36,5	5522	21,5	6483	25,3	2151	8,4	2133	8,3	10767	42,0	5297	20,6	25656
1983	9998	35,9	5748	20,6	7306	26,2	2340	8,4	2471	8,9	12117	43,5	6263	22,5	27863
1984	10559	35,6	6659	22,5	7540	25,4	2323	7,8	2573	8,7	12436	41,9	6334	21,4	29654

N.B. : Un peu moins de la moitié des décisions prises sont des mesures nouvelles (40 % environ). La proportion des cessations de mesure est en diminution légère alors que celle des maintiens de mesure est en légère augmentation.

MINEURS CONCERNES	MINEURS INTERESSES PAR LES DECISIONS PRISES PAR JUGEMENT EN 1984														TOTAL	
	Mineurs (6) ne faisant l'objet d'aucune mesure		Remis au père ou à la mère ou au gardien (art. 375-2) (5)		Confiés à celui des père ou mère qui n'en avait pas la garde (art. 375-3, al. 1)		Confiés à un autre parent (art. 375-3, al. 2)		Confiés à une personne digne de confiance, une famille d'accueil ou un service de placement familial (art. 375-3, al. 2)		Confiés à un établissement (art. 375-3, al. 3) (4)		Confiés à l'Aide sociale à l'enfance ou à un établissement sanitaire (art. 375-3, al. 3 et 4)			
	avec mesure de (3) milieu ouvert	sans mesure de (3) milieu ouvert	avec mesure de (3) milieu ouvert	sans mesure de (3) milieu ouvert	avec mesure de (3) milieu ouvert	sans mesure de (3) milieu ouvert	avec mesure de (3) milieu ouvert	sans mesure de (3) milieu ouvert	avec mesure de (3) milieu ouvert	sans mesure de (3) milieu ouvert	avec mesure de (3) milieu ouvert	sans mesure de (3) milieu ouvert	avec mesure de (3) milieu ouvert	sans mesure de (3) milieu ouvert		
Moins de 6 ans	Garçons	1369	1127	3130	556	132	52	197	224	111	157	111	173	270	1703	9312
	Filles	1270	978	2743	468	86	55	174	218	117	126	86	141	192	1577	8231
	Total	2639	2105	5873	1024	218	107	371	442	228	283	197	314	462	3280	17543
De 6 à 12 ans	Garçons	2221	1590	4365	810	168	105	214	215	143	176	254	526	325	1664	12776
	Filles	1793	1446	3822	682	124	87	225	237	139	154	217	403	207	1571	11107
	Total	4014	3036	8187	1492	292	192	439	452	282	330	471	929	532	3235	23883
De 13 à 15 ans	Garçons	1925	1147	3183	703	147	59	197	167	163	123	457	1001	179	1130	10581
	Filles	1643	1020	2609	580	96	68	159	164	132	112	343	690	176	1049	8841
	Total	3568	2167	5792	1283	243	127	356	331	295	235	800	1691	355	2179	19422
De 16 à 18 ans	Garçons	2492	1301	1975	791	121	82	146	130	139	124	486	1028	130	583	9528
	Filles	2238	1151	1702	629	127	62	118	130	136	113	276	866	160	624	8332
	Total	4730	2452	3677	1420	248	144	264	260	275	237	762	1894	290	1207	17860
Ensemble	Garçons	8007	5165	12653	2860	568	298	754	736	556	580	1308	2728	904	5080	42197
	Filles	6944	4595	10876	2359	433	272	676	749	524	505	922	2100	735	4821	36511
	Total	14951	9760	23529	5219	1001	570	1430	1485	1080	1085	2230	4828	1639	9901	78708

MESURES PROVISOIRES (art. 375-5) PRISES DANS LE CADRE DE LA MEME AFFAIRE A L'EGARD DES MINEURS JUGES DANS LE CADRE D'INSTANCES INITIALES EN 1984, QU'ELLES AIENT ETE PRISES DANS L'ANNEE OU ANTERIEUREMENT.

MINEURS CONCERNES	Remis au père ou à la mère ou à la garde, ou au gardien		Confiés à celui des père ou mère qui n'en avait pas la garde		Confiés à un autre parent		Confiés à une personne digne de confiance, une famille d'accueil, ou à un service de placement familial		Confiés à un établissement (4)		Confiés à l'Aide sociale à l'enfance ou à un établissement sanitaire		TOTAL	
	avec mesure de milieu ouvert (2) (3)	sans mesure de milieu ouvert	avec mesure de milieu ouvert (2) (3)	sans mesure de milieu ouvert	avec mesure de milieu ouvert (2) (3)	sans mesure de milieu ouvert	avec mesure de milieu ouvert (2) (3)	sans mesure de milieu ouvert	avec mesure de milieu ouvert (2) (3)	sans mesure de milieu ouvert	avec mesure de milieu ouvert (2) (3)	sans mesure de milieu ouvert		
Moins de 6 ans	Garçons	2584	296	218	51	186	186	103	146	105	235	326	1999	6435
	Filles	2449	264	134	77	168	175	102	151	59	196	263	1638	5676
	Total	5033	560	352	128	354	361	205	297	164	431	589	3637	12111
De 6 à 13 ans	Garçons	3816	367	195	99	182	159	132	136	270	536	306	1733	7931
	Filles	3277	292	175	66	190	177	169	150	175	422	234	1577	6904
	Total	7093	659	370	165	372	336	301	286	445	958	540	3310	14835
De 13 à 16 ans	Garçons	3096	288	158	62	144	141	141	141	462	1062	225	1200	7120
	Filles	2666	277	137	45	144	117	136	123	364	865	228	1279	6381
	Total	5762	565	295	107	288	258	277	264	826	1927	453	2479	13501
De 16 à 18 ans	Garçons	2302	427	131	51	109	66	90	82	462	1489	139	863	6211
	Filles	1935	389	109	35	101	97	128	130	453	1040	177	932	5526
	Total	4237	816	240	86	210	163	218	212	915	2529	316	1795	11737
Ensemble	Garçons	11798	1378	702	263	621	552	466	505	1299	3322	996	5795	27697
	Filles	10327	1222	555	223	603	566	535	554	1051	2523	902	5426	24487
	Total	22125	2600	1257	486	1224	1118	1001	1059	2350	5845	1898	11221	52184

SECTION 3
**APPLICATION DU DECRET
 DU 18 FEVRIER 1975**
 relatif à
 LA PROTECTION JUDICIAIRE DES JEUNES MAJEURS

1976 : France métropolitaine seulement

II - MINEURS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE INSTANCE MODIFICATIVE DANS L'ANNEE

MINEURS CONCERNES	DECISIONS PRISES												TOTAL	
	b) Cessation de toute mesure antérieure ou provisoire	c) Maintien de toute mesure antérieure ou provisoire	d) Mesures nouvelles (cessations et maintiens exclus)											e)
			Remis au père ou à la mère, ou au gardien		Confiés à un autre parent		Confiés à une personne digne de confiance, une famille d'accueil, à un service de placement familial		Confiés à un établissement (4)		Confiés à l'Aide sociale à l'enfance ou à un établissement sanitaire			
AGE AU MOMENT DE LA SAISINE	avec mesure de milieu ouvert (2) (3)	sans mesure de milieu ouvert	avec mesure de milieu ouvert (2) (3)	sans mesure de milieu ouvert	avec mesure de milieu ouvert (2) (3)	sans mesure de milieu ouvert	avec mesure de milieu ouvert (2) (3)	sans mesure de milieu ouvert	avec mesure de milieu ouvert (2) (3)	sans mesure de milieu ouvert	avec mesure de milieu ouvert (2) (3)	sans mesure de milieu ouvert	e+b+c+d	
Moins de 6 ans	Garçons	715	669	457	133	77	35	36	50	37	47	56	271	2583
	Filles	582	613	416	73	48	33	31	37	30	47	43	209	2162
	Total	1297	1282	873	206	125	68	67	87	67	94	99	480	4745
De 6 à 13 ans	Garçons	1537	1406	766	243	119	43	53	55	115	161	86	430	5014
	Filles	1402	1191	689	213	80	54	42	71	92	114	96	362	4406
	Total	2939	2597	1455	456	199	97	95	126	207	275	182	792	9420
De 13 à 16 ans	Garçons	1263	877	604	214	69	42	52	63	146	387	44	278	4039
	Filles	1115	745	438	220	89	56	49	52	82	258	44	231	3379
	Total	2378	1622	1042	434	158	98	101	115	228	645	88	509	7418
De 16 à 18 ans	Garçons	2184	648	438	300	74	47	50	60	124	371	38	170	4504
	Filles	1761	510	375	190	48	54	53	49	104	208	44	171	3567
	Total	3945	1158	813	490	122	101	103	109	228	579	82	341	8071
Ensemble	Garçons	5699	3600	2265	890	339	167	191	228	422	966	224	1149	16140
	Filles	4860	3059	1918	696	265	197	175	209	308	627	227	973	13514
	Total	10559	6659	4183	1586	604	364	366	437	730	1593	451	2122	29654
												12436		

Pages 31 à 33 , tableaux 53 à 58

TABLEAU 54 : JEUNES MAJEURS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE

PROTECTION JUDICIAIRE

Années	Garçons		Filles		Ensemble = 100 %
	Nomb.	%	Nomb.	%	
1976	1272	56,8	968	43,2	2240
1977	1385	56,5	1068	43,5	2453
1978	1447	56,9	1095	43,1	2542
1979	1606	57,1	1208	42,9	2814
1980	1622	55,6	1297	44,4	2919
1981	1651	54,8	1363	45,2	3014
1982	1847	53,8	1587	46,2	3434
1983	2125	52,4	1928	47,6	4053
1984	2277	54,4	1906	45,6	4183

TABLEAU 53:
DEMANDES SANS SUITE

Années	Nombre
1976	101
1977	81
1978	88
1979	78
1980	69
1981	63
1982	114
1983	204
1984	224

TABLEAU 55:
ORDONNANCES DE CONSULTATIONS
Renseignements individualisés à partir
de 1980

Années	Nombre
1980	370
1981	299
1982	218
1983	211
1984	196

OBSERVATIONS

On constate une augmentation très sensible et régulière du nombre de jeunes majeurs qui ont demandé et ont fait l'objet d'une protection judiciaire (Indice 100 en 1976 et 186,7 en 1984)

La répartition par sexe est relativement égalitaire même si les garçons sont un peu plus nombreux. Il convient de remarquer cependant que la proportion des filles est en augmentation.

Les majeurs âgés de plus de 18 ans et de moins de 21 ans, les mineurs émancipés de plus de 16 ans éprouvant de graves difficultés d'insertion sociale peuvent demander aux juges des enfants la prolongation ou l'organisation d'une action de protection judiciaire. Cependant le nombre de mineurs émancipés ayant fait l'objet d'une protection judiciaire est très faible: 11 en 1983 et 13 en 1984.

TABLEAU 56:

SITUATIONS ANTERIEURES DES JEUNES MAJEURS
AYANT FAIT L'OBJET D'UNE PROTECTION JUDICIAIRE

(1) France métropolitaine seulement

Années	Prise en charge éducative antérieure au titre de l'ordonnance du 2-2-45		Pas de prise en charge éducative antérieure de la loi du 4-6-70		Total = 100 %
	Nomb.	%	Nomb.	%	
1976(1)	130	5,8	1733	77,4	2240
1977	138	5,6	1716	70,0	2453
1978	144	5,5	1613	63,5	2542
1979	183	6,5	1717	61,0	2814
1980	218	7,5	2082	71,3	2919
1981	240	8,0	2236	74,2	3014
1982	227	6,6	2642	76,9	3434
1983	186	4,6	3251	80,2	4053
1984	213	5,1	3468	82,9	4183

TABLEAU 57:

NATURE DES MESURES EDUCATIVES
PRESCRITES

Années	Prise en charge par un établissement		Prise en charge par un service de milieu ouvert		Total = 100%
	Nomb.	%	Nomb.	%	
1976(1)	1703	76,0	537	24,0	2240
1977	1876	76,5	577	23,5	2453
1978	1920	75,5	622	24,5	2542
1979	1966	69,9	848	30,1	2814
1980	2141	73,3	778	26,7	2919
1981	2043	67,8	971	32,2	3014
1982	2316	67,4	1118	32,6	3434
1983	2677	66,0	1376	34,0	4053
1984	2805	67,1	1378	32,9	4183

OBSERVATIONS:

Les jeunes majeurs qui ont fait l'objet sur leur demande d'une mesure de protection judiciaire faisaient déjà l'objet dans leur très grande majorité (du minimum de 66,5% en 1979 à 88,0% en 1984) d'une prise en charge éducative antérieure par un service ou un établissement du secteur public de l'éducation surveillée ou du secteur habilité justice. Il s'agissait pour la plupart de mineurs en danger (cf. tableau 56).

Les mesures prescrites par les juges des enfants sont en majorité des prises en charge en hébergement, mais il faut remarquer que la proportion de mesures de milieu ouvert est en progression. (cf. tableau 57).

TABLEAU 58 : PROLONGATIONS ET INSTANCES MODIFICATIVES

(1) JM : jeunes majeurs
(2) JE : juge des enfants(3) % par rapport au total de chaque rubrique
(4) % par rapport au total de l'ensemble des instances modificatives

Années	Prolongation à l'initiative du	Modification à l'initiative du	Cessation à l'initiative du	Ensemble		
				JM (1)	JE (2)	Total (4)
1976	353 : 16 : 369	157 : 23 : 180	312 : 165 : 477	822	204	1026
	% 95,7 : 4,3 : 36,0	% 87,2 : 12,8 : 17,5	% 65,4 : 34,6 : 46,5	80,1	19,9	100 %
1977	391 : 36 : 427	197 : 33 : 230	389 : 285 : 674	977	354	1331
	% 91,6 : 8,4 : 32,1	% 85,7 : 14,3 : 17,3	% 57,7 : 42,3 : 50,6	73,4	26,6	100 %
1978	493 : 54 : 547	185 : 27 : 212	346 : 324 : 670	1024	405	1429
	% 90,1 : 9,9 : 38,3	% 87,3 : 12,7 : 14,8	% 51,6 : 48,4 : 46,9	71,7	28,3	100 %
1979	545 : 75 : 620	152 : 29 : 181	327 : 393 : 720	1024	497	1521
	% 87,9 : 12,1 : 40,8	% 84,0 : 16,0 : 11,9	% 45,4 : 54,6 : 47,3	67,3	32,7	100 %
1980	726 : 71 : 797	52 : 37 : 89	349 : 377 : 726	1127	485	1612
	% 91,1 : 8,9 : 49,5	% 58,4 : 41,6 : 5,5	% 48,1 : 51,9 : 45,0	69,9	30,1	100 %
1981	812 : 71 : 883	76 : 53 : 129	418 : 415 : 833	1306	539	1845
	% 92,0 : 8,0 : 47,9	% 58,9 : 41,1 : 7,0	% 50,2 : 49,8 : 45,1	70,8	29,2	100 %
1982	979 : 42 : 1021	102 : 27 : 129	448 : 408 : 856	1529	477	2006
	% 95,9 : 4,1 : 50,9	% 79,1 : 20,9 : 6,4	% 52,3 : 47,7 : 42,7	76,2	23,8	100 %
1983	1148 : 83 : 1231	111 : 60 : 171	462 : 485 : 947	1721	628	2349
	% 93,3 : 6,7 : 52,4	% 64,9 : 35,1 : 7,3	% 48,8 : 51,2 : 40,3	73,3	26,7	100 %
1984	1093 : 117 : 1210	125 : 37 : 162	632 : 750 : 1382	1850	904	2754
	% 90,3 : 9,7 : 43,9	% 77,2 : 22,8 : 58,8	% 45,7 : 54,3 : 50,2	67,2	32,8	100 %

OBSERVATIONS :

Les prolongations et les instances modificatives à l'initiative des jeunes majeurs sont très largement majoritaires (plus de 90% pour les premières et entre 87 et 58% pour les deuxièmes). Les prolongations de mesures de protection à l'initiative du juge des enfants sont très peu nombreuses, la proportion des modifications à l'initiative du magistrat est plus importante. Au contraire, les cessations à l'initiative des magistrats ont été plus nombreuses en 1979, 1980, 1983 et 1984 que celles à l'initiative des jeunes majeurs.

ANNEXE: RENSEIGNEMENTS CONCERNANT SEULEMENT L'ANNEE 1984

JEUNES CONCERNES	I - JEUNES MAJEURS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE PROTECTION JUDICIAIRE EN 1984				II - PROLONGATIONS, MODIFICATIONS ET FIN DES MESURES PRESCRITES EN 1984					
	A - SITUATIONS ANTERIEURES			TOTAL (a = b)	B - NATURE DES MESURES EDUCATIVES PRESCRITES			TOTAL (b = a)		
	Précédemment pris en charge au titre de l'ordonnance du 2 février 1945	la loi du 4 juin 1970	Sans prise en charge éducative antérieure		Prise en charge par un		TOTAL			
Garçons	157	1839	281	2277	1575	702		2277	A l'initiative du juge des enfants Prolongation de la mesure : 59 Modification de la mesure : 23 Cessation de la mesure : 460 TOTAL : 750	
Filles	56	1629	221	1906	1230	676	1906			
TOTAL (a = b)	213	3468	502	4183	2805	1378	4183	A la demande du bénéficiaire Prolongation de la mesure : 590 Modification de la mesure : 72 Cessation de la mesure : 323 TOTAL : 985		
					TOTAL			1527	1227	2754

SECTION 4

TUTELLE AUX PRESTATIONS SOCIALES

LOI N° 66-774 DU 18 OCTOBRE 1966 (ARTICLE L 551 DU CODE DE LA
SÉCURITÉ SOCIALE) ET DÉCRET N° 69-399 DU 25 AVRIL 1969

DEPUIS 1970

FRANCE METROPOLITAINE SEULEMENT

Pages 35 à 39 , tableaux 59 à 65

A - Les nouvelles tutelles

Pages 36 et 37 , tableaux 59 à 61

B - Les procédures de renouvellement ou de modification

Page 38 , tableaux 62 et 63

C - Renseignements complémentaires

Page 39 , tableaux 64 et 65

A - LES NOUVELLES TUTELLES

TABLEAU 59 : TUTELLES AUX PRESTATIONS SOCIALES
INSTITUEES ET MINEURS CONCERNES

Années	Rejets des demandes présentées ou des actions introduites	Tutelles instituées (renouvellements et modifications exclues)					Mineurs concernés
		sur la totalité des prestations sociales		sur une partie des prestations sociales		Total = 100 %	
		Nomb.	%	Nomb.	%		
1970	419	5846	98,5	91	1,5	5937	30276
1971	391	6795	95,7	308	4,3	7103	36391
1972	484	6479	96,5	233	3,5	6712	31917
1973	435	6479	96,8	215	3,2	6694	32680
1974	574	7773	98,0	156	2,0	7929	35664
1975	448	8102	98,2	150	1,8	8252	35127
1976	415	8141	99,3	59	0,7	8200	34754
1977	396	8026	97,8	185	2,2	8211	33451
1978	524	8113	97,1	243	2,9	8356	33969
1979	534	8148	98,3	143	1,7	8291	32060
1980	687	7699	98,9	85	1,1	7784	28414
1981	529	8062	98,5	120	1,5	8182	28715
1982	566	7923	99,0	78	1,0	8001	27624
1983	667	8372	99,1	80	0,9	8452	27851
1984	815	8750	99,0	86	1,0	8836	29327

EN 1984

Origine de la demande	I Rejets de demandes présentées ou d'actions introduites	II - TUTELLES INSTITUEES (II = III) (Renouvellements et modifications exclus)		
		sur la totalité des prestations sociales	sur une partie des prestations sociales	a) TOTAL des tutelles instituées
1) père, mère, personne investie du droit de garde...	339	3588	12	3600
2) personne ayant la charge effective et permanente du mineur	5	52	-	52
3) préfet	4	37	-	37
4) organisme ou service débiteur des prestations sociales	32	529	-	529
5) directeur régional de la sécurité sociale	8	67	-	67
6) inspecteur divisionnaire des lois sociales en agriculture		21	-	21
7) directeur départemental des affaires sanitaires et sociales	163	1668	60	1728
8) procureur de la République	196	1216	-	1216
9) saisine d'office du juge des enfants	68	1572	14	1586
TOTAL (a = b)	815	8750	86	8836

TABLEAU 60 : ORIGINE DE LA DEMANDE DES TUTELLES INSTITUEES

Origine de la demande	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	
père, mère, personne investie du droit de garde	Nombre	435	820	881	879	1491	1725	1908	1827	2162	2316	2372	2715	3161	3595	3600
	%	7,3	11,5	13,1	13,1	18,8	20,9	23,3	22,3	25,9	27,9	30,5	33,2	39,5	42,5	40,7
personne ayant la charge effective et permanente du mineur	Nombre	3	6	24	33	52	37	35	22	29	13	23	27	31	22	52
	%	0,05	0,1	0,4	0,5	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,6
préfet	Nombre	60	123	50	66	53	56	68	68	81	66	23	31	44	21	37
	%	1,0	1,7	0,7	1,0	0,7	0,7	0,8	0,8	1,0	0,8	0,3	0,4	0,5	0,2	0,4
organisme ou service débiteur des prestations sociales	Nombre	678	755	657	675	765	865	809	1078	925	866	606	705	318	337	529
	%	11,4	10,6	9,8	10,1	9,6	10,5	9,9	13,1	11,0	10,5	7,8	8,6	4,0	4,0	6,0
inspecteur divisionnaire des lois sociales en agriculture	Nombre	14	28	5	15	11	14	6	9	9	6	7	13	10	26	21
	%	0,2	0,4	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,7	0,1	0,3	0,2
directeur départemental des affaires sanitaires et sociales	Nombre	1219	1431	1221	1121	1421	1367	1290	1431	1411	1464	1430	1377	1377	1285	1728
	%	20,5	20,2	18,2	16,7	17,9	16,6	15,7	17,4	16,9	17,7	18,4	16,8	17,2	15,2	19,6
directeur régional de la sécurité sociale	Nombre	11	3	8	5	14	21	8	13	4	11	56	111	52	262	67
	%	0,2	0,04	0,1	0,7	0,2	0,3	0,1	0,2	0,05	0,1	0,7	1,4	0,6	3,1	0,8
procureur de la République	Nombre	2412	2897	2639	2594	2761	2757	2625	2201	2160	2041	1745	1678	1542	1277	1216
	%	40,6	40,8	39,3	38,7	34,8	33,4	32,0	26,8	25,8	24,6	22,4	20,5	19,3	15,1	13,8
saisine d'office du juge des enfants	Nombre	1105	1040	1227	1261	1361	1410	1451	1562	1575	1507	1522	1525	1466	1626	1586
	%	18,6	14,6	18,3	18,8	17,2	17,1	17,7	19,0	18,8	18,2	19,5	18,6	18,3	19,2	17,9
Total = 100 %		5937	7103	6712	6694	7929	8252	8200	8211	8356	8291	7784	8182	8001	8452	8836

TABLEAU 61 : TUTEURS DESIGNES

Leur nombre est égal à celui des tutelles instituées.
MSA = incluse dans "autres organismes" jusqu'en 1980.

Années		Personne morale agréée (service spécialisé) (Art. 11-1)					Total	Personne physique agréée (Art. 11-2)			Article 16		Total	Total général 100 %	
		Mutualité sociale agricole (M.S.A.)	Association de sauvegarde (A.S.E.A.)	Association familiale (A.F.)	Caisse d'allocation familiale (C.A.F.)	Autres organismes		Appartenance à un service social ou éducatif	Membre de la famille	Autre personne	Personne morale non agréée	Personne physique non agréée			
1970	Nombre	-	431	3702	589	1191	5913	12	1	-	13	2	9	11	5937
	%	-	7,3	62,4	9,9	20,1	99,6	0,2	0,02	-	0,2	0,03	0,1	0,2	100 %
1971	Nombre	-	707	4145	623	1607	7082	14	4	-	18	1	2	3	7103
	%	-	9,9	58,4	8,7	22,6	99,7	0,2	0,06	-	0,2	0,01	0,03	0,04	100 %
1972	Nombre	-	505	4156	613	1425	6699	5	2	-	7	-	6	6	6712
	%	-	7,5	61,9	9,1	21,2	99,8	0,07	0,03	-	0,1	-	0,09	0,09	100 %
1973	Nombre	-	418	4138	613	1509	6678	11	2	1	14	-	2	2	6694
	%	-	6,2	61,8	9,1	22,5	99,7	0,1	0,03	0,01	0,2	-	0,03	0,03	100 %
1974	Nombre	-	520	4994	910	1466	7890	32	1	4	37	-	2	2	7929
	%	-	6,5	62,9	11,4	18,4	99,5	0,4	0,01	0,05	0,5	-	0,03	0,03	100 %
1975	Nombre	-	543	5184	925	1595	8247	1	-	2	3	-	2	2	8252
	%	-	6,5	62,8	11,2	19,3	99,9	0,01	-	0,02	0,04	-	0,02	0,02	100 %
1976	Nombre	-	565	5467	709	1414	8155	43	1	-	44	-	1	1	8200
	%	-	6,8	66,6	8,6	17,2	99,4	0,5	0,01	-	0,5	-	0,01	0,01	100 %
1977	Nombre	-	581	5224	876	1509	8190	14	1	5	20	-	1	1	8211
	%	-	7,1	63,6	10,6	18,3	99,7	0,2	0,01	0,06	0,2	-	0,01	0,01	100 %
1978	Nombre	-	721	5310	726	1585	8342	10	-	4	14	-	-	-	8356
	%	-	8,6	63,5	8,7	19,0	99,8	0,1	-	0,04	0,2	-	-	-	100 %
1979	Nombre	-	623	5357	729	1500	8209	79	1	-	80	-	2	2	8291
	%	-	7,5	64,6	8,8	18,1	99,0	0,9	0,01	-	0,9	-	0,02	0,02	100 %
1980	Nombre	111	820	5520	554	710	7715	67	1	-	68	1	-	1	7784
	%	1,4	10,5	70,9	7,1	9,1	99,1	0,8	0,01	-	0,8	0,01	-	0,01	100 %
1981	Nombre	112	682	5699	545	1044	8082	99	-	-	99	1	-	1	8182
	%	1,3	8,3	69,6	6,6	12,8	98,8	1,2	-	-	1,2	0,01	-	0,01	100 %
1982	Nombre	117	611	5599	568	1104	7999	2	-	-	2	-	-	-	8001
	%	1,4	7,6	69,9	7,1	13,8	99,9	0,02	-	-	0,02	-	-	-	100 %
1983	Nombre	76	586	6178	743	869	8452	-	-	-	-	-	-	-	8452
	%	0,9	6,9	73,1	8,8	10,3	100	-	-	-	-	-	-	-	100 %
1984	Nombre	79	738	6091	772	1155	8835	-	-	-	-	1	-	1	8836
	%	0,9	8,4	68,9	8,7	13,1	100	-	-	-	-	0,01	-	0,01	100 %

**B - LES PROCEDURES DE RENOUVELLEMENT
ET DE MODIFICATION**

TABLEAU 62 : ORIGINE DES PROCEDURES DE RENOUVELLEMENT ET DE MODIFICATION

Renseignement non disponible avant 1980

Années	D'office par le juge des enfants		A la demande du tuteur		A la demande du bénéficiaire		A l'initiative du demandeur de la tutelle		Total = 100 %
	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	
1980	1420	14,5	5464	55,8	2260	23,1	646	6,6	9790
1981	1010	9,1	6651	59,9	2294	20,7	1142	10,3	11097
1982	1256	10,5	6888	57,5	2593	21,6	1242	10,4	11979
1983	1521	11,5	8002	60,3	2675	20,2	1072	8,1	13270
1984	1447	9,9	8869	60,5	3457	23,6	877	6,0	14650

TABLEAU 63 : DECISION PRISES

Années	Tutelles maintenues ou renouvelées		Tutelles partiellement maintenues, modifiées ou renouvelées		Tutelles non renouvelées, levées ou rapportées		Total = 100 %
	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	
1970	2496	58,7	477	11,2	1282	30,1	4255
1971	2944	66,7	139	3,1	1332	30,2	4415
1972	3284	69,0	59	1,2	1418	29,8	4761
1973	3267	63,7	111	2,2	1752	34,1	5130
1974	3127	60,2	128	2,5	1942	37,4	5197
1975	4219	63,0	136	2,0	2340	34,9	6695
1976	4954	64,3	172	2,2	2578	33,5	7704
1977	4783	63,5	178	2,4	2568	34,1	7529
1978	5412	62,2	226	2,6	3063	35,2	8701
1979	5744	61,9	128	1,4	3400	36,7	9272
1980	6506	66,5	220	2,2	3064	31,3	9790
1981	7808	70,4	223	2,0	3066	27,6	11097
1982	8445	70,5	463	3,9	3071	25,6	11979
1983	9501	71,6	387	2,9	3382	25,5	13270
1984	10362	70,7	400	2,7	3888	26,6	14650

C - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

TABLEAU 64:

Enquêtes sociales par une assistante sociale ou un service spécialisé, ordonnées par les juges des enfants

Années	Enquêtes sociales
1970	1104
1971	1204
1972	1178
1973	1151
1974	1359
1975	1613
1976	1393
1977	1259
1978	1220
1979	1258
1980	1598
1981	1229
1982	1166
1983	1128
1984	1268

TABLEAU 65:

TUTELLES EN COURS AU
31 DECEMBRE DE L'ANNEE

31 décembre	Tutelles en cours	Mineurs concernés	Moyenne de mineurs par tutelle
1970	16154	76281	4,7
1971	18988	97468	5,1
1972	19936	97168	4,9
1973	22001	100793	4,6
1974	21465	109905	5,1
1975	22291	102949	4,6
1976	22214	96845	4,4
1977	21433	79279	3,7
1978	19302	78866	4,1
1979	20466	77098	3,8
1980	21214	79000	3,7
1981	22295	81783	3,7
1982	15788	57507	3,6
1983	21178	73908	3,5
1984	23362	79836	3,4